



LE DEVOIR

Le Dr Barrette accusé d'opportunisme

Le nouveau candidat libéral a passé la journée de lundi à défendre son changement d'allégeance politique



Le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec, Gaétan Barrette, a officialisé en conférence de presse, lundi, sa candidature dans La Pinière. Il était accompagné de l'ancien ministre de la Santé Yves Bolduc, avec qui il s'est parfois querellé, et du chef du PLQ, Philippe Couillard.

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

On efface tout et on recommence? Le passage du docteur Gaétan Barrette chez les libéraux lui a valu lundi un barrage de questions pour qu'il explique son association avec un parti qu'il a critiqué abondamment depuis 2006. Pour François Le-gault et Réjean Hébert, la réponse est claire: M. Barrette est un « opportuniste ».

Le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ) estime que son ancien candidat-vedette est « prêt à

tout pour être ministre de la Santé, peu importe le parti, le programme, le chef. Les Québécois jugeront son geste », a-t-il écrit sur Twitter tôt lundi matin.

L'actuel ministre de la Santé, Réjean Hébert, estime qu'on « peut parler d'opportunisme » pour décrire la volte-face de Gaétan Barrette. « Je reprends les mots d'Yves Bolduc [l'ancien ministre de la Santé libéral], avec qui je ne suis pas souvent d'accord, mais qui avait dit que si M. Barrette arrivait

VOIR PAGE A 8 : BARRETTE

Lire aussi Est-il maintenant nécessaire d'être médecin pour devenir ministre de la Santé au Québec? Page A 2

Le président de l'AMT, Nicolas Girard, ferait un retour en politique comme candidat du PQ dans Blainville. Page A 2

Une candidate fait le saut chez Québec solidaire en dénonçant le « néo-conservatisme » du Parti québécois Page A 2

L'UPAC vise l'argentier du PLQ sous Charest

Marc Bibeau est au cœur d'une enquête sur un système de financement illégal du parti sur fond de collusion

BRIAN MYLES

L'argentier du Parti libéral du Québec (PLQ) sous Jean Charest, Marc Bibeau, est ciblé dans une enquête sur un stratagème de financement illégal de la formation en échange de lucratifs contrats publics, le tout avec la collusion à la clé.

L'Unité permanente anticorruption (UPAC) a poursuivi sur sa lancée à la suite d'une première série de perquisitions menées aux bureaux du Parti libéral à Montréal et à Québec, en juillet dernier.

Selon des documents judiciaires inédits obtenus par un consortium de médias dont fait partie *Le Devoir*, les perquisitions aux bureaux du PLQ ont permis aux policiers de mieux comprendre le rôle stratégique qu'aurait joué Marc Bibeau, président de Schokbéton et proche de Jean Charest.

Ces documents, lourdement caviardés, ont été utilisés pour obtenir de nouveaux mandats de perquisition. Ils font état d'allégations de « contrôle des soumissions, de compensations financières, de financement politique et de collusion entre entrepreneurs ». Ils décrivent Marc Bibeau comme « le stratège » du PLQ et le principal responsable du financement alors que Jean Charest était au pouvoir.

Des enveloppes « à remettre ou à recevoir » auraient été échangées chez Schokbéton, au profit du PLQ.

La nouvelle aura l'effet d'une bombe à la veille du lancement de la campagne électorale. Marc Bibeau, un homme d'affaires étroitement

VOIR PAGE A 8 : UPAC

CRISE UKRAINIENNE

La Russie assoit sa mainmise militaire sur la Crimée

Poutine est « du mauvais côté de l'histoire », dit Obama

CLAUDE LÈVESQUE

La Russie poursuit son coup de force en Ukraine malgré les menaces brandies par les pays occidentaux, qui peinent à organiser leur riposte: des hommes armés de fusils d'assaut encerclaient lundi toutes les bases militaires ukrainiennes en Crimée tandis que Kiev accusait la marine russe d'avoir sommé les équipages de deux navires ukrainiens croisant dans cette région de se rendre, un ultimatum dont Moscou a nié l'existence.

L'Ukraine affirme que les troupes russes continuent de débarquer massivement en Crimée, cette péninsule peuplée majoritairement de russophones dans le sud de son territoire. Au total, Kiev estime à 16 000 hommes les troupes envoyées dans cette région par Moscou depuis une semaine.

« Toutes les bases en Crimée sont encore sous le contrôle de l'Ukraine, mais elles sont encerclées », a déclaré un porte-parole du ministère ukrainien de la Défense. *Aucun coup n'a été tiré, à l'exception d'un tir de semonce à Belbek, par les Ukrainiens.* »

VOIR PAGE A 8 : CRIMÉE

Lire aussi L'éditorial de Serge Truffaut: Impérial Poutine. Page A 6

La Russie fait vaciller les marchés financiers Page B 1



Serge Fiori en studio en compagnie de Marc Pérusse

PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Serge Fiori, le miracle temporaire

Ou comment il se peut que le nouvel album inespéré du « drôle d'animal, pas tout à fait normal » soit le dernier

Ça s'est ouvert et refermé comme un trou dans le ciel: dix jours, dix chansons. Et puis plus rien. Quatre mois avec Marc Pérusse en studio pour en faire un album. Que voilà, en magasin aujourd'hui. Retour au studio, pour essayer de comprendre l'incompréhensible.

SYLVAIN CORMIER

Cafés? Cafés. On s'installe dans la régie du Divan Vert, le studio de Marc Pérusse, au cœur du Plateau. Guitares au garde-à-vous. Ordis sur la console tous allumés. Vouloir, ils pourraient jouer, enregistrer. Comme ils l'ont fait, Serge Fiori et lui, parfois des musiciens d'appoint (le guitariste Sylvain Quesnel, tout particulièrement), pendant le long processus

qui a mené des démos faits par Fiori avec le vieux chum d'Harmonium Serge Locat jusqu'à l'état final de l'album. Après une multitude d'états d'albums. « Marc faisait un mix à chaque jour quasiment, que je ramenais chez nous », évoque Serge Fiori en riant.

L'album. On le saura, à force de se le faire dire: le premier nouvel album de Fiori en 28 ans. Un Serge Fiori par Serge Fiori qui débarque un

VOIR PAGE A 8 : FIORI

AUJOURD'HUI



Le Monde En Libye, les autorités tentent d'éviter le pire après l'assassinat d'un ingénieur français et des manifestations violentes au Parlement. Page B 5

Culture Québec se dote d'une stratégie culturelle numérique. Page B 8



Avis légaux.....	B 6
Décès.....	B 4
Météo.....	B 6
Mots croisés.....	B 2
Petites annonces.....	B 4
Sudoku.....	A 4

ACTUALITÉS

PQ: Nicolas Girard de retour en politique ?

L'ex-député de Gouin se présenterait dans Blainville, Simon Prévost dans Montarville, tandis que Martine Desjardins irait dans Groulx

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

Le président de l'Agence métropolitaine de transport (AMT), Nicolas Girard, s'apprêterait à monter à bord de l'autobus de campagne du Parti québécois. Il est le candidat pressenti de l'équipe Marois dans la circonscription de Blainville, a appris *Le Devoir*.

Le Parti québécois n'a ni «confirmé ni infirmé» l'information selon laquelle M. Girard ferait campagne sur la Rive-Nord, dans la région de Montréal, et ce, un an et demi après s'être fait raver Gouin par la coporte-parole de Québec solidaire, Françoise David.

Joint au téléphone, M. Girard a nié être candidat du PQ dans la circonscription de Blainville. «C'est faux!», a-t-il déclaré au *Devoir*. L'ancien député de Gouin (2004-2012) s'est toutefois bien gardé de répondre à la question: «Serez-vous candidat lors des prochaines élections?»

Pointure économique

Selon nos informations, le président de Manufacturiers et exportateurs du Québec (MEQ), Simon Prévost, briguerait aussi les suffrages sous la bannière du Parti québécois dans la circonscription de Montarville.

Avant de rejoindre les rangs de MEQ, M. Prévost, détenteur d'une maîtrise en sciences économiques à l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, a notamment été vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. Auparavant, il a été économiste en chef au Canal Argente du Groupe TVA. Il a également travaillé à la Caisse centrale Desjardins et au groupe financier Banque Laurentienne.

Avec cette grosse pointure économique, le Parti québécois cherchera à déloger la CAQ dans cette



Nicolas Girard avait perdu son siège aux mains de Françoise David en 2012.

circonscription embrassant les municipalités de Boucherville et de Saint-Bruno-de-Montarville. L'ancienne journaliste Sylvie Roy s'est y fait élire en septembre 2012, récoltant 1908 voix de plus que sa principale adversaire, la péquiste Monique Richard.

Martine Desjardins dans Groulx

Pour sa part, l'ancienne leader

étudiante Martine Desjardins pourrait briguer les suffrages sur la Rive-Nord, dans la région de Montréal, dans la circonscription de Groulx, selon les informations obtenues par *Le Devoir*. Le président du parti, Raymond Archambault, disait réfléchir la semaine dernière à l'idée de faire campagne dans cette circonscription englobant les municipalités de Boisbriand, de Rose-

mère, de Sainte-Thérèse et de Blainville. Mais, rien n'était moins sûr lundi.

Enfin, à 24 heures d'un déclenchement probable de la campagne électorale, le Parti québécois garderait de côté la circonscription lavalloise de Mille-Îles pour l'auteure Djemila Benhabib.

Le Devoir

Le pouvoir politique aux médecins ?

Depuis 2003, tous les ministres de la Santé du Québec étaient des médecins

AMÉLIE DAOUST-BOISVERT

Faut-il être médecin pour prétendre au titre de ministre de la Santé au Québec? Depuis Philippe Couillard, en 2003, tous avaient en effet le diplôme. Nous assistons au plus long «règne» des médecins sur le ministère de la Santé (MSSS) depuis l'avènement de l'assurance maladie publique.

Le cycle se poursuivra vraisemblablement: l'électeur a le choix entre Réjean Hébert, qui sollicite un autre mandat avec le Parti québécois, et le tandem Yves Bolduc-Gaëtan Barrette du côté du Parti libéral. La Coalition avenir Québec a la D^{re} Hélène Daneault, et Québec solidaire peut toujours compter sur le D^r Amir Khadir.

Pourtant, entre 1970 et 2003, seulement 4 des 13 ministres de la Santé étaient médecins. Les D^{rs} Denis Lazure (1976-1981), Pierre Marc Johnson (1981-1984) et Camille Laurin (1984) se sont succédés. Ensuite, ce n'est qu'en 1994 qu'un médecin est revenu à ce poste: le D^r Jean Rochon. Lui succéderont trois non-médecins, Pauline Marois, Rémy Trudel et François Legault.

Un médecin pour tous

«Les problèmes criants du réseau ont été associés au manque d'accessibilité à un médecin, donc c'est comme si la tendance avait été de répondre en nommant des médecins ministres», observe Lise Denis. Les gens veulent un médecin? On leur en donne un!

L'ancienne directrice générale de l'AQESSS, aujourd'hui consultante indépendante, remet en question ce réflexe. «La réponse aux problèmes du réseau n'est pas que médicale, explique-t-elle. Les médecins ont parfois de la difficulté avec l'idée de déléguer des actes aux autres professionnels. Pour changer la culture du réseau, ça prend une vision large.»

M^{me} Denis observe aussi que tous ces ministres des dix dernières années étaient des hommes. «Dans les instances, les fédérations, le collège, les endroits où les médecins trempent dans la politique, c'est encore un monde d'hommes», dit-elle.

En ces temps où la croissance des dépenses en santé augmente plus vite que l'inflation, nous avons plus que jamais besoin d'un bon gestionnaire, argue l'économiste Jean-Pierre Aubry. Médecin ou pas, «cette personne doit être capable de s'entourer d'une bonne équipe. Elle doit avoir une vision à long terme», dit le Fellow associé au CIRANO.

En ces temps où la croissance des dépenses en santé augmente plus vite que l'inflation, nous avons plus que jamais besoin d'un bon gestionnaire, argue l'économiste Jean-Pierre Aubry. Médecin ou pas, «cette personne doit être capable de s'entourer d'une bonne équipe. Elle doit avoir une vision à long terme», dit le Fellow associé au CIRANO.

Vision extérieure

Le directeur général de l'Institut sur la gouvernance d'organisations privées et publiques, Michel Nadeau, croit qu'on pourrait très bien confier le ministère de la Santé à un ingénieur, pourquoi pas! «L'important, c'est d'avoir des priorités et du caractère», dit-il. «Parfois, ça prend un point de vue extérieur pour mettre fin au statu quo et trouver des solutions. Souvent, les médecins arrivent avec une certaine acceptation de la structure en place et n'ont pas nécessairement la volonté de casser le moule.»

M. Contandriopoulos, chercheur à l'Institut de recherche en santé publique de l'Université de Montréal, fait remarquer que, s'il n'est pas nécessaire d'être médecin pour être ministre, toute réforme doit obtenir l'assentiment... des médecins. «Dans les quarante dernières années, aucun projet qui n'aurait pas leur approbation n'a pu aller de l'avant, dit-il. Alors, peut-être que d'avoir un médecin pour négocier les virages, ça facilite les choses...»

Dans son plus récent livre (2012), le ministre de la Santé libéral de 1970 à 1973, Claude Castonguay, qui était d'ailleurs actuaire, écrivait que la nomination d'un médecin à la tête du MSSS plaçait ce dernier en «conflit d'intérêts» par rapport aux fédérations médicales et au Collège des médecins, dont les intérêts «ne concordent pas toujours avec l'intérêt public». Un médecin qui s'avère un bon gestionnaire ne devrait pas être exclu, selon M. Castonguay, mais il devrait faire preuve «d'une certaine indépendance dans l'exercice de ses fonctions».

Le Devoir

Le Devoir

Une candidate fait le saut chez QS en dénonçant le «néo-conservatisme» du PQ

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

La candidate de Québec solidaire Rosa Pires rappelle les électeurs progressistes à se méfier du Parti québécois, où une «clique néo-conservatrice» en mène large.

Des néo-conservateurs noyautent désormais la garde rapprochée de la chef du Parti québécois, Pauline Marois, a déploré M^{me} Pires lundi matin aux côtés de cinq autres candidats solidaires au prochain scrutin, dont Françoise David (Gouin) et Andrés Fontecilla (Laurier-Dorion).

Montrant du doigt «des gens très proches de M^{me} Marois», celle qui a par le passé été attachée politique de ministres péquistes soutient que «le PQ n'est plus du tout un parti social-démocrate».

M^{me} Pires, l'une des instigatrices du mouvement des Indépendantistes pour une laïcité inclusive, n'a pas digéré la charte de la laïcité dévoilée par le ministre responsable des Institutions démocratiques, Bernard Drainville. Le gouvernement péquiste mène un «jeu identitaire très dangereux». «Les gens issus de l'immigration — pas seulement arabophones — sont blessés», a indiqué la candidate solidaire dans la circonscription de Verdun.

À l'approche de la campagne électorale, les deux porte-parole de Québec solidaire, Françoise David et Andrés Fontecilla, ont dévoilé trois nouveaux candidats — Jean Trudelle (Rosemont), Annick Desjardins (Notre-Dame-de-Grâce) et Claude Généreux (Bourassa-Sauvé) — en plus de Rosa Pires (Verdun).

Partis pris

M. Généreux, ancien secrétaire-trésorier national du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), a quant à lui profité de la tribune offerte lundi par Québec solidaire pour accuser à demi-mot la commission Charbonneau d'afficher un parti pris à l'encontre du mouvement syndical. «Le jupon commence à dépasser», a-t-il fait valoir.



L'ex-candidat à la présidence de la FTQ Claude Généreux (à droite) sera aussi candidat pour QS.

M. Généreux s'est dit désolé de voir la Commission multiplier les «questions qui n'en sont pas une» au cours des dernières semaines. À l'occasion du témoignage du représentant de la FTQ-Construction sur la Côte-Nord, Bernard «Rambo» Gauthier, la semaine dernière, un «commissaire [a dit]: "Pratiquez-vous du syndicalisme à outrance?"», a rappelé M. Généreux. «C'est une commission d'enquête. Qu'elle enquête plutôt que [de faire] du spectacle.»

Les commissaires France Charbonneau et Renaud Lachance ont vu défiler bon nombre d'acteurs de l'industrie de la construction qui ont «questionné le syndicalisme», a-t-il fait remarquer. «Nous n'avons pas entendu parler ni par les syndicalistes ni par les entrepreneurs des

problèmes que les entrepreneurs [créent]. J'espère que la phase qui s'amorce à la commission Charbonneau va parler de cela.»

M. Généreux, qui a été candidat à la présidence de la FTQ, craint de voir la commission Charbonneau ouvrir la voie à un affaiblissement du mouvement syndical au Québec. «Il faut régler les pommes pourries plutôt que de tout changer.»

Québec solidaire se rangera derrière les syndicats tant et aussi longtemps que ceux-ci relateront les «préoccupations réelles des travailleurs», a précisé la députée de Gouin, Françoise David.

Le Devoir

Le Devoir

Du multimédia au transmédia : de quel média s'agit-il?

LES SOIRÉES DES GRANDS COMMUNICATEURS

Un rendez-vous éclairant avec Carl Charest, spécialiste en communications, technologies et nouveaux médias

Ce soir 21 h

POUR TOUT SAVOIR : WWW.CANALSAVOIR.TV

PRODUCTION :



canal SAVOIR

PARTENAIRE MÉDIA : LE DEVOIR



© Christian Capera

ACTUALITÉS

FORMATION DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Maltais et Kenney seraient prêts à signer

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

À la veille du déclenchement probable de l'élection provinciale, Ottawa aurait accédé aux demandes de Québec dans le dossier de la formation de la main-d'œuvre, selon ce qu'a appris *Le Devoir*. Souhaitant vouloir régler le plus de différends possible avant que le gouvernement péquiste ne parte en campagne électorale, les conservateurs se prépareraient à annoncer une entente avec la province sur cet enjeu dès ce mardi.

Le cabinet de la ministre de l'Emploi du Québec, Agnès Maltais, compte une «entente finalisée» avec son homologue conservateur Jason Kenney, a confié une source provinciale au *Devoir* lundi. À Québec, on attendait simplement d'obtenir le feu vert d'Ottawa, a-t-on indiqué.

« Derniers milles »

Les deux ordres de gouvernement en étaient, lundi en fin de journée, à ficeler les derniers les détails pour pouvoir signer et confirmer l'accord mardi. «On est dans les derniers milles», confiait une autre personne au *Devoir* hier. À moins d'un achoppement de dernière minute, une annonce serait prévue cet après-midi, selon une troisième source.

Les demandes de la province auraient ainsi été acceptées, permettant à M^{me} Maltais de s'entendre avec Ottawa. La ministre péquiste exige, depuis l'annonce des changements en 2013, un droit de retrait avec compensation de la réforme imposée par Ottawa, ou un renouvellement tel quel de l'entente provinciale-fédérale sur la formation de la main-d'œuvre — qui prévoit actuellement que le Québec gère lui-même les transferts fédéraux en la matière.

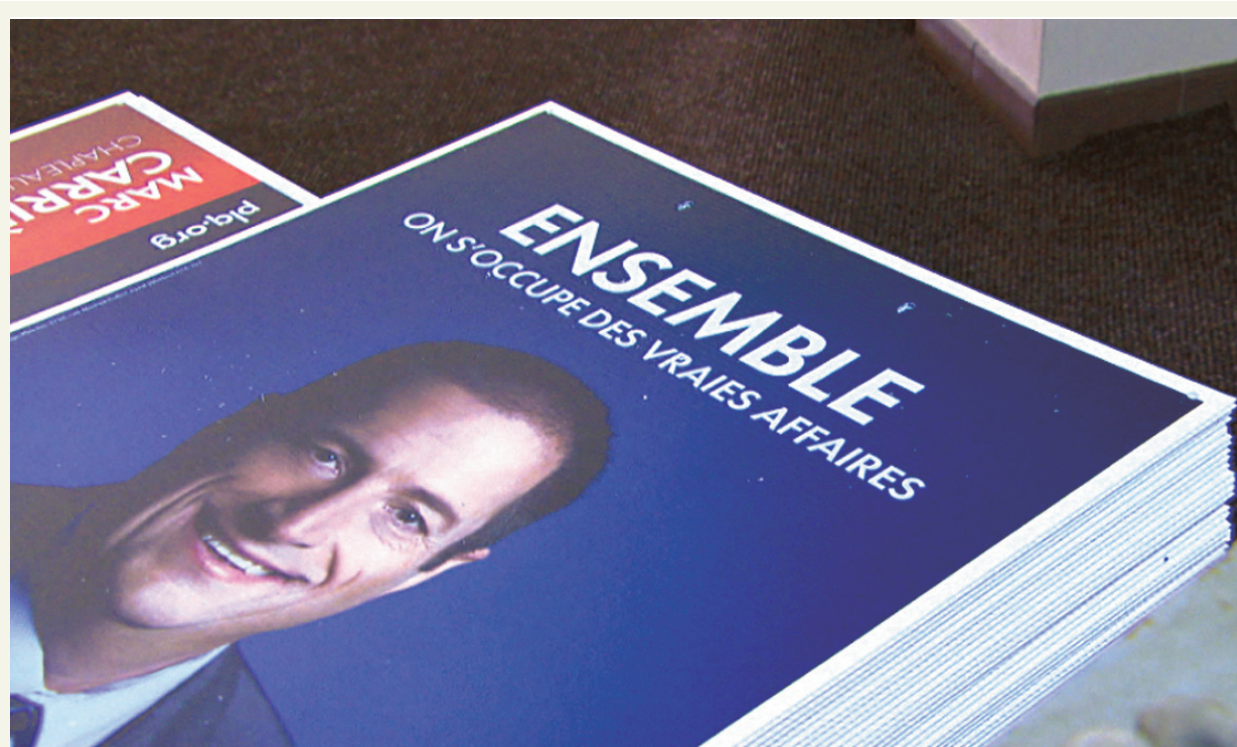
Le ministre fédéral de l'Emploi, Jason Kenney, négocie avec ses homologues depuis qu'il a été nommé responsable du dossier, à la suite du remaniement ministériel de l'été dernier. Vendredi, M. Kenney a confirmé s'être entendu avec les ministres des provinces et territoires — à l'exception du Québec — pour mettre en place une subvention à l'emploi financée par le fédéral et des employeurs qui offriront de la formation aux chômeurs en vue de les embaucher par la suite. Les provinces redirigeront ainsi près de 200 millions de dollars en fonds fédéraux, qu'elles puiseront dans les transferts de leur choix.

Ottawa a en outre accepté, pour arriver à une entente, de revoir le nouveau programme dans deux ans. Si peu de chômeurs ont recours à la subvention canadienne à l'emploi, les provinces évoquent déjà d'en revoir les modalités.

Respect des plates-bandes

Québec refusait catégoriquement de voir Ottawa jouer dans ses plates-bandes, d'autant plus que le ministre Kenney a lui-même reconnu que les programmes pour chômeurs québécois donnaient des résultats positifs, rappelait-on au gouvernement québécois.

M. Kenney et M^{me} Maltais sont en pourparlers depuis des mois. À Québec, on a confié, en cours de route, avoir l'impression que le ministre fédéral voulait d'abord s'entendre avec les autres provinces avant de conclure un accord avec Québec, de peur de perdre son pouvoir de négociation si les gouvernements provinciaux voyaient que Québec avait droit à un statut différent.

Avec Robert Dutrisac
Le DevoirMICHEL DAVID
La chronique fait relâche.

LOUKA JACQUES ICI OTTAWA GATINEAU

« Ensemble, on s'occupe des vraies affaires » : le nouveau slogan du PLQ

Le slogan du Parti libéral du Québec a été dévoilé par erreur lundi avant même l'annonce officielle du déclenchement d'une élection. Un journaliste de Radio-Canada a ainsi aperçu les pancartes électorales de Marc Carrière, le député libéral de Chapleau, en Outaouais. «*Ensemble, on s'occupe des vraies affaires*» sera donc la phrase de ralliement des troupes de Philippe Couillard.

Québec veut rapatrier d'Ottawa les enveloppes du secteur de la santé

JOCELYNE RICHER

à Québec

Le concept de gouvernance souverainiste a pris forme, lundi, avec la volonté affichée par le gouvernement Marois de rapatrier d'Ottawa les sommes versées au Québec dans le réseau de la santé.

S'il est réélu, le gouvernement de Pauline Marois va exiger qu'on lui verse la totalité des sommes dépensées par le gouvernement fédéral en santé au Québec, une cagnotte de 210 millions de dollars par année.

De plus, il exigera qu'Ottawa lui verse sa juste part, en fonction de son poids démographique, lorsque des programmes de santé fédéraux sont appliqués au Québec. Le manque à gagner total, au cours de la dernière décennie, a été évalué à 830 millions de dollars.

Le gouvernement s'appuie sur un rapport d'experts pour documenter et justifier sa demande de rapatriement. Le rapport, préparé par deux anciens sous-ministres de la santé, Denis Lalumière et Pierre Malouin, à la demande de M^{me} Marois en juin 2013, a été rendu public lundi, en pleine effervescence préélectorale. Elle avait par la même occasion commandé un autre rapport à deux autres experts, cette fois dans le domaine des affaires municipales, qui sera rendu public ultérieurement.

Les deux experts confirment la thèse selon laquelle la gestion des soins de santé serait plus efficace et moins coûteuse si on éliminait les doublons et les chevauchements avec Ottawa. Leur étude portait sur la période allant de 2002 à 2013.

Seul maître d'œuvre

Le fédéral devrait donc transférer au gouvernement du Québec la totalité des sommes qu'il consacre à la santé, selon eux.

«*Malgré les efforts importants qu'il y consacre, le Québec n'arrive pas à arrimer l'action du gouvernement fédéral à ses propres priorités et façons de faire, ni à obtenir sa juste part des sommes que celui-ci alloue à ses interventions en santé et en services sociaux*», selon les auteurs.

Le gouvernement Marois a réagi en disant que le Québec devait être le seul maître d'œuvre en ce domaine.

«*Ça va prendre un groupe de travail pour mettre de l'ordre dans le système*», a indiqué le ministre responsable des Affaires intergouvernementales, Alexandre Cloutier, en entrevue téléphonique à La Presse canadienne, lundi. «*Le Québec ne peut pas se permettre de ne pas avoir accès à des sommes aussi importantes*», a-t-il ajouté, décidé à faire respecter par Ottawa les compétences du Québec.

Il se dit certain que le gouvernement Harper se montrera ouvert «*à faire bouger les choses*».

Quelques centaines de millions supplémentaires seraient les bienvenus dans les coffres du Québec, au moment où le gouvernement cherche désespérément le moyen de combler le manque à gagner



JACQUES BOISSINOT LA PRESSE CANADIENNE

«*Ça va prendre un groupe de travail pour mettre de l'ordre dans le système*», a indiqué le ministre responsable des Affaires intergouvernementales, Alexandre Cloutier.

prévu pour financer les soins de santé dans les prochaines années.

Le ministère de la Santé gruge à lui seul environ la moitié du budget de l'ensemble de l'État, soit 32 milliards cette année. Le gouvernement n'arrive tout simplement plus à acquitter la facture, en hausse d'environ 5% par année.

La santé est de compétence provinciale, mais Ottawa a son propre

performance du système de santé. «*Les interventions du gouvernement fédéral en santé et en services sociaux, quelles qu'elles soient, empiètent sur les compétences du Québec*», notent MM. Lalumière et Malouin.

Ils indiquent aussi que ces chevauchements entraînent des dépenses imprévues, par exemple en forçant Québec à employer des gens dont le seul mandat est de gérer l'application des programmes de santé fédéraux au Québec. On compte 26 personnes à temps plein à qui cette tâche incombe, une facture de 2 millions annuellement.

À Ottawa, le ministre Denis Lebel a réagi en disant que le gouvernement Marois cherchait «*encore une fois à créer la chicane*».

Selon lui, «*la relation financière entre le Québec et le Canada en est une dont le Québec tire un bénéfice clair et net*», a dit le ministre, citant une étude récente de l'Institut de la statistique du Québec révélant que la province recevait «*16,3 milliards de dollars de plus du gouvernement fédéral que les Québécois n'envoient à Ottawa*».

« Les interventions du gouvernement fédéral en santé et en services sociaux, quelles qu'elles soient, empiètent sur les compétences du Québec »

ministère de la Santé, qui définit les grandes orientations en la matière. Pour Québec, il s'agit donc de rapatrier l'argent investi par Ottawa, et non la compétence constitutionnelle.

Empiètements fréquents

Selon les auteurs du rapport de 120 pages, les empiètements d'Ottawa au Québec ont été nombreux et fréquents depuis 2002, qu'il s'agisse d'activités de promotion ou de prévention, de financement de services de traitement ou de réadaptation, de l'établissement de normes ou de guides de pratiques, ou encore de l'évaluation des services ou de la

ÉLECTIONS PROVINCIALES

À Ottawa, les partis se préparent à défendre le fédéralisme

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire à Ottawa

La course pour savoir qui remportera le titre de «capitaine Canada» est ouverte, à Ottawa. À la veille du déclenchement d'élections québécoises — lesquelles pourraient offrir une majorité à Pauline Marois, selon les sondages —, les partis fédéraux se font déjà la lutte pour savoir lequel d'entre eux saura le mieux préserver l'unité canadienne.

Si tous prennent soin de s'abstenir de critiquer la première ministre Marois ou le Parti québécois, conservateurs, néodémocrates et libéraux n'ont pas perdu de temps pour vanter leur amour du Canada et leur aptitude — plus grande que celle de leurs rivaux — à freiner le mouvement souverainiste.

Dans le camp du gouvernement conservateur, le lieutenant québécois de Stephen Harper, Denis Lebel, s'est mis à la tâche dès la semaine dernière en diffusant un communiqué intitulé *Le Point* venant souligner les apports de son gouvernement au Québec. M. Lebel en était lundi à son troisième envoi, martelant cette fois-ci que le gouvernement Marois a tort de conclure que la province a perdu des millions en transferts fédéraux en santé. «*La relation financière entre le Québec et le Canada en est une dont le Québec tire un bénéfice clair et net*», tranchait le ministre des Affaires intergouvernementales dans son courriel truffé de chiffres pour contredire la sortie de son homologue Alexandre Cloutier (voir texte ci-contre).

Est-ce ainsi que M. Lebel compte freiner les souverainistes, lors de la campagne électorale? Non, a-t-il rétorqué. «*C'est simplement pour préciser des faits. [...] On va laisser la démocratie s'exprimer au Québec*». Mais, a-t-il néanmoins répété en semblant donner un avertissement, «*une chose qui est sûre, c'est que quand il y aura des chiffres erronés, des faits erronés, tout au long — que ce soit une campagne ou pas — de l'année qui s'en vient ou dans les années qui viennent au niveau du Québec et que je serai là, je préciserai les choses*».

La « promotion du fédéralisme »

Un avis partagé par son collègue Maxime Bernier. «*C'est important de faire la promotion du fédéralisme au Québec. Il n'y a pas beaucoup de personnes qui parlent en faveur du fédéralisme actuellement*», a dénoncé le conservateur. Et si jamais durant la campagne électorale provinciale le gouvernement du Canada est appréhendé, ou questionné [sic], eh bien, ce sera à nous de répondre et de rétablir les faits, si jamais on déforme les faits par rapport aux bienfaits du fédéralisme pour les Québécois.

Pourtant, sur les ondes de la radio de CBC samedi, c'est le chef néodémocrate Thomas Mulcair qui se présentait comme le mieux placé pour sauver l'unité canadienne. «*Je me suis battu dans le référendum de 1980, je me suis battu dans le référendum de 1995. J'ai un parcours dont je suis fier, en ayant défendu le Canada*», se vantait M. Mulcair, en disant n'avoir «*aucun doute que, si de façon tragique M^{me} Marois obtient une majorité, elle se dirigera vers un référendum*». Car c'est la dernière chance d'une génération, a argué le leader du NPD.

Poursuivant son opération persuasion, il a alors fait valoir que c'est la raison pour laquelle il préfère «*une approche positive, plutôt que l'approche de division des libéraux et conservateurs. Les libéraux sont les plus dangereux; ils ont toujours utilisé le Québec comme pomme de discorde avec le Canada*», a-t-il plaidé.

Ses rivaux n'ont pas perdu de temps pour répliquer. M. Mulcair est bien mal placé pour parler de référendum, lui qui s'oppose à la Loi sur la clarté en estimant qu'une majorité de 50% +1 serait suffisante à l'issue d'un vote sur la souveraineté, a riposté le libéral Dominic LeBlanc lundi.

Ce spectre d'un nouveau gouvernement Marois, le chef libéral, Justin Trudeau, l'avait aussi brandi lors de son congrès à Montréal il y a dix jours, en déplorant une charte de la laïcité «*inacceptable*» et «*carrément inconcevable*». M. Trudeau en avait alors profité pour tendre la main aux Québécois, qui en 2015 «*pourront choisir l'action plutôt que l'opposition*».

Mais en ce qui a trait à l'inquiétude autour d'une «*dynamique préférendaire*», pour M. LeBlanc, nul besoin de s'affoler malgré la «*crise artificielle*» évoquée par Thomas Mulcair. «*Ils n'ont même pas déclenché des élections, et ils n'ont même pas gagné une élection. Alors, on est pas mal avancés d'imaginer de tels scénarios*». D'autant plus que, selon le libéral, M^{me} Marois attendra d'avoir des «*conditions gagnantes*» avant de tenter un référendum. Deux premiers ministres croyaient y être parvenus avant elle, «*ça n'a pas fonctionné si bien que ça. Je crois que M^{me} Marois est loin d'avoir les habiletés de René Lévesque*», a laissé tomber M. LeBlanc.

La Presse canadienne

Le Devoir

ACTUALITÉS

Aînés: des formations contre la maltraitance

Les Comités d'usagers du réseau de la santé dispenseront des formations sur la maltraitance envers les aînés à travers la province. Le ministre de la Santé, Réjean Hébert, a accordé 355 000 \$ sur trois ans à l'initiative qui vise à sensibiliser la population et à briser les tabous. Dans le cadre du programme Québec ami des aînés, 15 autres projets se partagent l'enveloppe de 3,3 millions de dollars, a annoncé le ministre Hébert lundi.

Le Devoir

États-Unis: la marijuana pour contrôler l'épilepsie?

Des professionnels de la santé demandent au gouvernement américain de revoir la classification de la marijuana, considérée comme une substance dangereuse, afin de permettre l'étude de l'effet de sa consommation sur les crises d'épilepsie. La demande de l'American Epilepsy Society (AES) coïncide avec le début imminent, au Royaume-Uni, des tests d'une entreprise pharmaceutique sur un médicament anti-épileptique à base de cannabis sans les ingrédients hallucinogènes. Par ailleurs, certains parents américains sont récemment allés au Colorado pour se procurer une souche de marijuana qui aurait aidé des enfants épileptiques à contrôler leurs crises. Jusqu'à tout récemment encore, l'AES déconseillait aux épileptiques de consommer du cannabis. Cet avis contraire ne figurait plus dans un communiqué publié lundi. L'AES y souligne toutefois que les cas rapportés d'effets bénéfiques demeurent anecdotiques.

Associated Press

Hockey: agression sexuelle à l'Université d'Ottawa?

L'Université d'Ottawa a suspendu son programme de hockey masculin, lundi, en raison d'allégations selon lesquelles plusieurs joueurs auraient été impliqués dans une agression sexuelle à Thunder Bay, en Ontario. L'agression sexuelle alléguée serait survenue au cours de la fin de semaine du 1^{er} février, alors que l'équipe de hockey d'Ottawa se trouvait à Thunder Bay pour deux matchs disputés contre l'équipe de l'Université Lakehead. La section des enquêtes criminelles de la police de Thunder Bay, qui dirige l'enquête avec l'aide de la police d'Ottawa, a indiqué qu'elle en était aux «étapes préliminaires». La police n'a pas voulu donner d'autres détails sur l'agression alléguée.

La Presse canadienne

Montréal: 2281 places subventionnées en garderies

Québec a octroyé 70 % des nouvelles places dans des CPE

LISA-MARIE GERVAIS

Montréal aura 2281 places subventionnées de plus en services de garde. Environ 70 % de ces places sont octroyées dans des centres de la petite enfance (CPE), contrairement à l'objectif annoncé de 85 %. Le reste des places ira à des garderies privées subventionnées en milieu familial.

Après une tournée dans tout le Québec, la ministre de la Famille, Nicole Léger, s'est finalement arrêtée à Montréal pour faire l'annonce des dernières places sur un lot de 15 000 ayant fait l'objet d'un appel de projets il y a un an. L'ajout de ces places se fera dans le courant de l'année, et

ce, jusqu'en 2016.

«L'ajout de 2281 places, principalement en CPE, dans la région contribuera à créer 402 nouveaux emplois, tout en consolidant ceux des éducatrices et des éducateurs déjà en fonction», a dit la ministre lors d'une conférence de presse au centre communautaire Petites-Mains, qui aura finalement son CPE de 50 places, après plusieurs tentatives.

Plus de places dans l'est

C'est à Montréal-Est que le plus grand nombre de places a été octroyé, soit 868, contre 749 à Montréal-Centre et 664 à Montréal-Ouest.

C'est là aussi que les besoins recensés étaient les plus

grands, a souligné Suzanne Pion, directrice du Regroupement des Centres de la petite enfance de l'île de Montréal. «Je suis sûre que les places octroyées reflètent les besoins. À Montréal-Ouest, l'appel d'offres était pour 850», a-t-elle dit. Sur l'île, tous territoires confondus, Montréal-Nord (46), Saint-Léonard (287) et Dorval-Lachine (222) ont reçu le pactole.

M^{me} Pion se dit très satisfaite de cette annonce, même si elle aurait souhaité qu'un plus grand nombre de places, au moins 85 % comme prévu, soit réservé aux CPE. «Mais c'est quand même mieux que la dernière fois où c'était 65 %», a-t-elle constaté. «C'était grandement attendu. On le voit avec

l'exode des jeunes familles. Plus on a de services de proximité de qualité, plus ça va contribuer à la qualité de vie et à la rétention des jeunes familles.»

Des projets faisables

Les projets choisis l'ont été en fonction de plusieurs critères, soit la faisabilité, la qualité et la pertinence selon les besoins du territoire. Mais allouer des places en garderie est une chose. Les concrétiser en un réel projet en est une autre. Il arrive qu'au moment de la mise en œuvre, certains projets de service de garde soient remis en cause, comme ce fut le cas en 2008.

Nicole Léger a bon espoir que tous les projets se réalise-

ront. «Il y a maintenant un grand accompagnement du ministère. On a réajusté les critères: s'ils arrivent au bout, c'est que le projet doit être réalisable. On compte sur eux pour le faire, mais on va les accompagner. On a écrit des lettres d'engagement et j'ai dû écrire aux mères, surtout pour les régions», a dit la ministre.

Rappelons que, lors de la présentation du dernier budget du gouvernement Marois il y a deux semaines, des changements avaient été annoncés dans la tarification des places subventionnées qui passeront à 8 \$ l'an prochain puis à 9 \$ d'ici deux ans.

Le Devoir

ENTREVUE

Un siècle après 1914, l'Europe souffre-t-elle de la faiblesse de ses nations?

En les accusant de crimes qu'elles n'ont pas commis, l'Europe s'est construite contre les nations, dit le sénateur et ex-ministre français Jean-Pierre Chevènement.

CHRISTIAN RIOUX

Correspondant à Paris

Il y a des dirigeants politiques qui écrivent des livres sur le hockey et d'autres qui tentent de tirer les leçons du siècle. Jean-Pierre Chevènement est de ceux-ci. Son dernier livre, *1914-2014, l'Europe sortie de l'histoire?* (Fayard), embrasse le XX^e siècle avec une érudition étonnante. À trois mois des élections européennes, l'ancien ministre de François Mitterrand et de Lionel Jospin décrit une Europe amnésique qui n'a pas su tirer les leçons des deux grandes guerres qui l'ont ravagée.

Car, si l'Europe se bute aujourd'hui à la crise de l'euro, c'est qu'on l'a construite en niant les nations qui la composent, dit celui qui est aussi sénateur de Belfort. Or, cela n'a été possible qu'à la faveur d'un bilan historique tronqué qui a rendu ces dernières responsables des deux grandes guerres mondiales. Pour Jean-Pierre Chevènement, c'est plutôt la rivalité entre l'Allemagne et l'Empire britannique à la faveur de la première grande mondialisation qui explique le déclenchement de la Première Guerre mondiale et ses 11 millions de morts.

«Au XIX^e siècle, le pays émergent, c'était l'Allemagne, dit-il. Son expansion extraordinaire fut un facteur de déséquilibre. La pensée stratégique de ses élites était marquée par une forme d'hubris darwinienne qui



Les représentants de la France, de l'Allemagne, de l'Italie et des trois pays du BENELUX étaient réunis en 1951 pour la signature des documents entourant la création de la Communauté européenne du charbon et de l'acier, accord précurseur de l'Union européenne.

a conduit l'Europe à un suicide. Ce fut un grand succès de la propagande des élites ne peut pas être attribué au peuple allemand. Tout s'est joué sur un coup de dés.» Par malheur, dit Chevènement, les dirigeants allemands sortirent de cette guerre avec l'impression de ne pas avoir été vaincus. Cela ouvrit la porte à Hitler qui, à la faveur de la crise des années trente, promettait la revanche.

«Il est peu contestable que le nazisme et le fascisme aient été une exacerbation du nationalisme, mais qui allait bien au-delà. Il faut tout le confort

Et pourtant! Se croyant encerclé, face à la mobilisation russe, l'état-major allemand lance une guerre préventive contre la France dont il compte se débarrasser en six semaines. Pour cela, il envahit la Belgique dont la neutralité est garantie par la Grande-Bretagne. À la tête d'un vaste empire, cette dernière juge que la politique d'armement naval de l'Allemagne porte atteinte à sa suprématie maritime. «Si l'Angleterre n'a pas laissé Napoléon dominer l'Europe continentale, elle ne laissera pas faire l'Allemagne», dit Chevènement. Partout, on spéculait sur une guerre courte. Mais on a sous-estimé la force de l'artillerie moderne.»

Pour le sénateur, ce ne sont pas les peuples qui ont mis le feu au continent. «Les citoyens ont répondu aux ordres de mo-

bilisation sans manifestations de joie indécentes. Le pangermanisme des élites ne peut pas être attribué au peuple allemand. Tout s'est joué sur un coup de dés.» Par malheur, dit Chevènement, les dirigeants allemands sortirent de cette guerre avec l'impression de ne pas avoir été vaincus. Cela ouvrit la porte à Hitler qui, à la faveur de la crise des années trente, promettait la revanche.

«Les Américains furent les premiers ravis de voir s'organiser une Europe anationale qu'ils auraient à leur main»

même un Français pourtant matiné de sang germanique». Même s'il ne met aucun espoir dans le président François Hollande, Chevènement croit que les peuples européens devront se résoudre à sortir un jour de l'euro. Il estime que l'Europe, ce «grand corps mou», aurait tout à gagner d'une monnaie commune au lieu d'une monnaie unique. L'euro continuerait d'être la monnaie d'échange internationale des pays européens, mais à l'intérieur il se composerait d'un panier de monnaies nationales dont les taux de change fluctueraient dans des marges définies évitant ainsi les douloureuses dévaluations intérieures qu'on a connues.

«Il faut, dit-il, dissocier l'Europe et l'euro. Il est urgent de revenir à une Europe à géométrie variable qui se concentre sur l'économie, les grands projets industriels, l'énergie, la sécurité, la politique extérieure et non pas sur la réglementation des barres chocolatées! Rendre l'Europe acceptable aux peuples qui l'habitent, serait-ce une exigence extrémiste?»

Le sénateur est convaincu que la France n'a pas durablement renoncé à cette Europe des nations dont rêvait de Gaulle. Malgré son décrochage économique, dit-il, la France conserve une démographie, une recherche, une productivité et une qualité de vie enviables. Aux Québécois qui désespèrent parfois de la mère patrie, il adresse ce message: «Nous avons en commun un combat pour maintenir le français non pas seulement comme langue, mais comme culture et comme civilisation. Chez nous comme chez vous, il y a des hauts et des bas. C'est embêtant quand les bas se conjuguent. Mais les bas ne durent pas toujours et il faut avoir confiance dans le génie français. Il ne se perdra pas.»

Le Devoir

Sudoku par Fabien Savary

	8	9		1				
	7			4	9			
				5	7			
				6				8
2		3			8		1	
					7	4		3
	2					6		
5			3			8		
9				2		7		

Niveau de difficulté : MOYEN

2624

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier numéro

1	4	6	9	2	3	8	7	5
2	9	7	1	8	5	4	3	6
5	8	3	4	6	7	9	1	2
6	2	8	7	5	4	3	9	1
3	5	1	8	9	6	2	4	7
4	7	9	2	3	1	6	5	8
9	6	5	3	1	8	7	2	4
7	1	2	6	4	9	5	8	3
8	3	4	5	7	2	1	6	9

2623

SUDOKU : le logiciel

10 000 sudokus inédits de 4 niveaux de difficulté par notre expert Fabien Savary
En exclusivité sur le site des Mordus
www.les-mordus.com

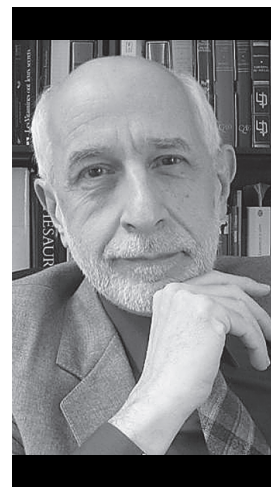
Congédié ?

Voyez

François Gendron
avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545



ACTUALITÉS

VILLE DE QUÉBEC

Labeaume défend le recouvrement de l'anneau de glace

ISABELLE PORTER
à Québec

Le maire de Québec, Régis Labeaume, n'a pas eu de difficulté à défendre le projet d'anneau de glace couvert lors de la séance du conseil municipal. D'abord très critique, le chef de l'opposition, Paul Shoiry, s'est rallié en bonne partie à ses arguments.

M. Shoiry n'avait pourtant pas ménagé le projet d'anneau avant le conseil. « On va dépenser 100 millions sur un projet qui, à mon avis, n'est pas important », avait lancé M. Shoiry, en soulignant que ce projet n'était pas pertinent sans projet olympique.

Après le gouvernement du Québec, c'était au tour d'Ottawa, la semaine dernière, de confirmer son investissement de 32,5 millions dans cet équipement. La Ville doit elle aussi assumer 32,5 millions de la facture de 97,5 millions.

Pour le grand public

Une fois devant le conseil municipal, le maire Labeaume a rappelé qu'en plus de l'anneau olympique, le complexe allait abriter deux patinoires. Ces dernières, a-t-il plaidé, permettraient de remplacer deux arènes locaux qui doivent de toute façon fermer d'ici à 2018.

En incluant le coût de remplacement des deux arènes, la vente d'un des deux terrains et les revenus de taxes, il estime qu'il n'en coûterait que six millions à la Ville pour l'anneau de glace couvert. « Avis aux intéressés, ce n'est pas fait pour cinq-six personnes », a-t-il dit en parlant de « dizaines de milliers de personnes ».

Invité à réagir, M. Shoiry a semblé en bonne partie rassuré. « C'est un autre portrait que nous présente ce soir le maire », a-t-il dit. « On peut difficilement dire que c'est un mauvais projet, présenté comme ça. Mais il y a beaucoup de considérants, y a

« On peut difficilement dire que c'est un mauvais projet, présenté comme ça. Mais il y a beaucoup de considérants. »

Paul Shoiry,
chef de l'opposition

beaucoup d'hypothèses.»

M. Labeaume a aussi dû défendre ses investissements de près de 500 000 \$ dans l'installation d'une horloge géante offerte par le Jura pour le 400^e anniversaire de la ville. Tout en parlant d'un « objet magnifique », le maire a souligné que ce cadeau avait été accepté à l'époque où le conseiller Jacques Joli-Cœur était maire suppléant (après le décès de la mairesse Andrée Boucher). Il a ajouté que l'installation de l'horloge aurait pu se faire à moindre coût dans la nouvelle bibliothèque Gabrielle-Roy n'eussent été les conflits immobiliers entre la Ville et la Centrale des syndicats du Québec.

Enfin, sur un tout autre sujet, la conseillère Suzanne Verreault a expliqué que la Ville avait commandé une étude sur les concentrations élevées de mercure mesurées à l'incinérateur en octobre. M^{me} Verreault, qui répondait à la question d'un citoyen, a ajouté que l'étude visait à savoir s'il s'agissait d'un incident isolé et qu'il faudrait attendre six mois avant d'en connaître les résultats.

Le Devoir

GES : les groupes environnementaux dénoncent l'inaction du gouvernement Marois

ALEXANDRE SHIELDS

Au-delà des promesses électorales, le gouvernement Marois n'a pratiquement rien fait pour lutter contre les changements climatiques depuis qu'il est au pouvoir. En fait, le seul plan de lutte qui existe au Québec est celui laissé par l'ancien gouvernement libéral, dénoncent des groupes environnementaux à la veille du déclenchement des élections.

« Le constat est clair : alors que nous sommes sur un échéancier très serré pour l'atteinte des objectifs de réduction des gaz à effet de serre, le gouvernement n'a toujours pas présenté de plan de lutte contre les changements climatiques », a déploré lundi Sidney Ribaux, directeur général d'Equiterre. Nous venons de perdre 18 mois pour faire avancer des projets qui nous permettraient de réduire les gaz à effet de serre. »

Cette critique virulente a aussi été relayée lundi par l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (AQLPA), la Fondation David Suzuki et le Regroupement national des conseils régionaux de l'environnement. Les quatre groupes environnementaux siègent au comité consultatif de Québec sur les changements climatiques. Et tous critiquent l'inaction du gouvernement Marois depuis son élection, en septembre 2012.

« Ils ont réussi à faire beaucoup de choses, dont des ententes avec les pétrolières pour aller explorer le sous-sol d'Anticosti, mais le dossier de la lutte contre les changements climatiques n'a pas été mené de façon sérieuse », a souligné Karel Mayrand, de la Fondation David Suzuki.

Aucun plan

En fait, a-t-il expliqué, le gouvernement devait normalement présenter son Plan d'action contre les changements climatiques (PACC) en mai 2013. Ce plan doit démontrer comment le gouverne-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ment entend atteindre la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 25% sous les niveaux de 1990. Or, d'après la Commission sur les enjeux énergétiques, dans le contexte actuel, le Québec peut espérer, au mieux, les réduire de 15% d'ici à 2025.

ment entend atteindre la cible de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 25% sous les niveaux de 1990 qu'il s'est engagé à atteindre lors la dernière campagne électorale.

Or, rien n'a été fait et « le comité consultatif s'est réuni une seule fois », a dénoncé M. Mayrand. « On ne peut pas annoncer des cibles ambitieuses et ne rien faire par la suite pour les atteindre. »

Les groupes environnementaux ont aussi décrié le manque de « transparence » de Québec. Selon eux, il est tout simplement impossible de savoir si le gouvernement sera en mesure d'atteindre ses cibles de réduction des GES, mais aussi ses objectifs de réduction de notre dépendance aux énergies fossiles. D'ici 2020, le gouvernement espère diminuer de pas moins de 30% notre consommation de pétrole et de gaz.

Le rapport de la Commission sur les enjeux énergétiques, produit à la demande de Québec, précise que nous sommes en voie de rater complètement les cibles de réduction des GES. La Commission estime qu'au mieux, il serait possible « d'espérer les diminuer de 15% d'ici 2025 ».

Oui au pétrole

Dans un communiqué commun, les groupes soulignent en outre que « le gouvernement ne s'est toujours pas donné de stratégie énergétique » et déplorent que les décisions en matière d'énergie et de climat continuent d'être « prises à la pièce, sans vision d'ensemble ». André Bélisle, de l'AQLPA, juge ainsi que le PQ fait fausse route en ouvrant la porte à l'exploitation pétrolière au Québec et aux projets de pipelines qui doivent faire couler du pétrole albertain vers le Québec.

Le Devoir

Pont Champlain : le ministre Lebel appelé à s'expliquer sur le péage

JULIEN ARSENAULT

Le dialogue de sourds entre le gouvernement Harper et les partenaires provinciaux au sujet du péage sur le futur pont Champlain s'est poursuivi, lundi, malgré une autre rencontre entre les parties.

La présentation du modèle d'affaires pour le futur ouvrage, effectuée à Montréal par le ministre fédéral de l'Infrastructure, Denis Lebel, a laissé les intervenants québécois sur leur faim.

Le ministre québécois des Transports, Sylvain Gaudreault, son collègue aux Affaires gouvernementales, Alexandre Cloutier, le maire de Montréal, Denis Coderre, et la mairesse de Longueuil, Caroline St-Hilaire, ont déploré le peu de détails fournis par Ottawa.

« Nous considérons qu'il reste des éléments à compléter », a commenté M. Gaudreault, qui s'est montré le plus poli. Nous souhaitons avoir beau-

coup plus d'éclaircissements quant au niveau de financement envisagé pour le futur pont. »

La mairesse de Longueuil a été plus incisive. « Ce n'est pas un plan d'affaires qu'on nous a présenté, c'est davantage la vision du gouvernement fédéral sur le nouveau pont », a-t-elle dit. Je pense que j'aurais dû rester en semaine de relâche [scolaire] finalement. »

Les impacts du péage

Le ministre Lebel a cependant justifié l'absence de certains détails, affirmant que l'entreprise qui doit réaliser le projet en partenariat public-privé (PPP) n'avait pas été sélectionnée.

« Des gestionnaires de fonds publics voudraient que l'on divulgue de l'information privilégiée qui aurait de l'incidence sur le prix du pont [entre 3 et 5 milliards], a dit M. Lebel. On ne peut pas faire cela. Chaque élément sensible peut avoir une incidence sur le coût du projet. »

Unaniment opposés au péage, les quatre élus québécois ont surtout critiqué l'absence d'informations sur les effets de l'implantation du péage sur la structure, qui doit être livrée en 2018, si tout se déroule comme prévu.

« On vous le dit depuis le début : quand on en met un [péage] on va en mettre partout et nous aurons l'effet de trou de beigne qui va avoir un impact économique épouvantable pour Montréal », a souligné le maire Coderre. Selon le maire, le gouvernement Harper pourrait revenir sur sa décision et éliminer le péage si les détails entourant l'implantation de cette mesure n'étaient pas inclus dans le contrat de partenariat public-privé.

Le ministre fédéral de l'Infrastructure a cependant confirmé que c'est l'entreprise qui sera sélectionnée pour le PPP qui aura le mandat d'implanter le péage, ajoutant qu'il n'y aurait pas de

nouveau pont Champlain sans péage.

« Que des gens ne veulent pas avoir de péage sur un pont, je peux le comprendre, a-t-il nuancé. Par contre, nous allons devoir payer ce pont. L'argent ne tombera pas des arbres. Pour nous, il est important d'avoir une partie utilisateur-payeur. »

La question du système léger sur rail (SLR) sur le nouvel ouvrage a également été de nouveau au cœur des revendications des partenaires provinciaux. Le ministre Cloutier a expliqué que le gouvernement Marois demandait 1 milliard à Ottawa dans le cadre du volet au mérite du Fonds Chantiers Canada, une initiative fédérale qui doit entrer en vigueur le 1^{er} avril prochain. M. Lebel n'a pas fermé la porte à la proposition de Québec, rappelant qu'elle serait évaluée « au mérite ».

La Presse canadienne

ECM+ Ensemble contemporain de Montréal
Véronique Lacroix | Directrice artistique

En résidence au Conservatoire de musique de Montréal

GÉNÉRATION 2014

Ateliers et Mini-concerts
Samedi 8 mars 2014
Salle de récital du Conservatoire de musique de Montréal

10h à 11h30 Marie-Pierre Brasset (Québec)
13h45 à 15h15 Evelin Ramon (Québec/Cuba)
15h15 à 16h45 Alec Hall (Ontario/New-York)

4750 Henri-Julien, Montréal | Info: 514 524-0173 | www.ecm.qc.ca

Conseil des arts du Canada / Canada Council for the Arts / Conseil des arts et des lettres du Québec / CONSEIL DES ARTS DE MONTRÉAL / FONDATION SOCAN / LE DEVOIR / CONSERVATOIRE DE MUSIQUE DE MONTRÉAL

DEUXIÈME ÉDITION DU
PRIX
DE JOURNALISME

LE DEVOIR DE LA PRESSE ÉTUDIANTE

Ouvert à tous les journaux étudiants publiés dans les cégeps et les universités du Québec.

Date limite d'inscription **17**•03•2014

Tous les détails au www.ledevoirdelapresseetudiante.org

Les amis du Devoir
LE DEVOIR

ÉDITORIAL

INVASION DE LA CRIMÉE

Impérial Poutine

En deux jours et des miettes de temps, Vladimir Poutine a recouvert la Crimée du drapeau russe à la faveur d'une opération si bien ciselée qu'elle révèle une longue préparation. Son coup de force a même renvoyé au catalogue des gesticulations les réactions occidentales.

Si Barack Obama, le secrétaire d'État John Kerry, la chancelière Angela Merkel, le président François Hollande, le premier ministre David Cameron, le premier ministre Stephen Harper et autres dirigeants avaient la ferme conviction que l'intégrité territoriale de l'Ukraine mérite autre chose qu'un chapelet de mots, alors ils auraient ordonné ce que leurs prédécesseurs avaient ordonné à l'été 2008 après que l'Armée russe se fut appliquée à amputer la Géorgie: commander à la Turquie, membre important de l'OTAN, de fermer les Dardanelles par où transitent des milliers de tonnes de marchandises destinées à la Russie. Cette requête, les dirigeants de l'époque l'avaient accompagnée d'une assurance: si la Russie intimide la Turquie, alors l'article 5 de la charte de l'OTAN stipulant que toute nation attaquée bénéficiera de l'implication militaire de tous les alliés sera observé.

Car, à l'instar des dirigeants russes qui affirment agir pour protéger les russophones de Crimée, leurs homologues turcs pourraient arguer que le verrouillage des Dardanelles, qu'empruntent évidemment les navires russes, est une réponse aux exactions visant la minorité tatare et musulmane. Quoi d'autre? Obama et consorts auraient pu assurer que le cahier de sanctions envisagées serait une copie carbone de celui imposé à l'Iran. Pour l'heure, ce n'est pas le cas et ce ne sera vraisemblablement pas le cas.

Si la réaction de l'Europe, des États-Unis et du Canada a été conçue à l'aune de la retenue, c'est que tout un chacun s'est rendu compte que l'offensive décidée par Poutine avait été préparée avec un soin très méticuleux. En fait, on a surtout retenu que la volonté avec laquelle le Kremlin avait mené son attaque était au diapason d'une ambition démesurée: reconstruire l'empire russe, «l'implosion de l'Union soviétique ayant été la pire catastrophe du XX^e siècle», dit Vladimir Poutine. Et cet empire ne sera empire qu'à la condition *sine qua non* que la Russie arime l'Ukraine à sa sphère d'influence.

En effet, selon l'analyse signée récemment par l'ex-patron, sous le gouvernement Carter, du Conseil national de sécurité, Zbigniew Brzezinski, «la Russie sans l'Ukraine cesse d'être un empire, mais la Russie avec une Ukraine qui lui est subordonnée devient automatiquement un empire». Cette analyse, c'est à retenir, un contingent d'observateurs la partage. S'il fallait dire les choses autrement, alors le mot de Lénine conviendrait parfaitement: «Quand la Russie perd l'Ukraine, elle perd la tête.» En d'autres termes, le chef du Kremlin fait ce que, dans ce coin du monde, les autres ne peuvent pas faire. Mais encore? «Tout État est condamné à faire la politique de sa géographie», avait remarqué Napoléon.

Il est peut-être dans l'ordre du possible que l'annexion de la Crimée soit le premier chapitre d'un objectif ayant pour finalité une balkanisation de l'Ukraine ou, plus précisément, une issue comme celle constatée dans l'ex-Tchécoslovaquie, soit la séparation entre Tchèques et Slovaques, soit la séparation entre une Ukraine de l'Est majoritairement russophone et un Ouest plus bigarré, mais majoritairement enclin à rejoindre l'Europe.

Cet objectif, on ne le répète jamais assez, est intimement lié à la création officielle de l'Eurasie en 2015 à laquelle Poutine tient mordicus. Celle-ci doit réunir bien des nations de l'Asie centrale et du Caucase. Bizarrement, jusqu'à présent, aucun écho de Pékin n'a été entendu, alors qu'un voisin proche rêve de reconstruire un empire analogue à celui qui fit frémir les Chinois jusqu'à son implosion en 1991. En un mot, quand l'histoire se répète, elle reste tragique, et non farce.

LA JUSTICE EN FRANÇAIS

Un droit inaccessible

L'Office de la langue française applique-t-il la loi 101 dans les commerces qu'elle est aussitôt dénoncée. C'est arrivé une autre fois il y a quelques jours lorsqu'une commerçante de Chelsea s'est plainte d'avoir été invitée à revoir le contenu unilingue anglais de sa page Facebook. Pour l'OLF, celle-ci est l'équivalent d'un dépliant publicitaire. La communication avec les clients se fait en français, y compris sur les réseaux sociaux.

L'affaire a fait long feu, sauf dans les pages du *National Post*, qui a fait étalage d'un vaste vocabulaire (harcèlement, persécution, fanatisme) pour qualifier l'OLF. Cette situation ne serait pas tant une affaire de droits que de bon sens, car, aux yeux du journal, personne à Chelsea ne pouvait y voir d'inconvénients. En conclusion, on appelle à la dénonciation de tels actes, afin de montrer à la face du monde «les instincts autoritaires de ceux qui voient l'anglais comme une menace».

Que répondre, sinon poser la question aux auteurs de cet éditorial de la menace que représente pour les Canadiens l'accès à la justice en français pour les francophones hors Québec. Pourquoi ne dénonce-t-on pas avec la même vigueur les injustices dont ils sont victimes lorsqu'ils ne peuvent être jugés dans leur langue?

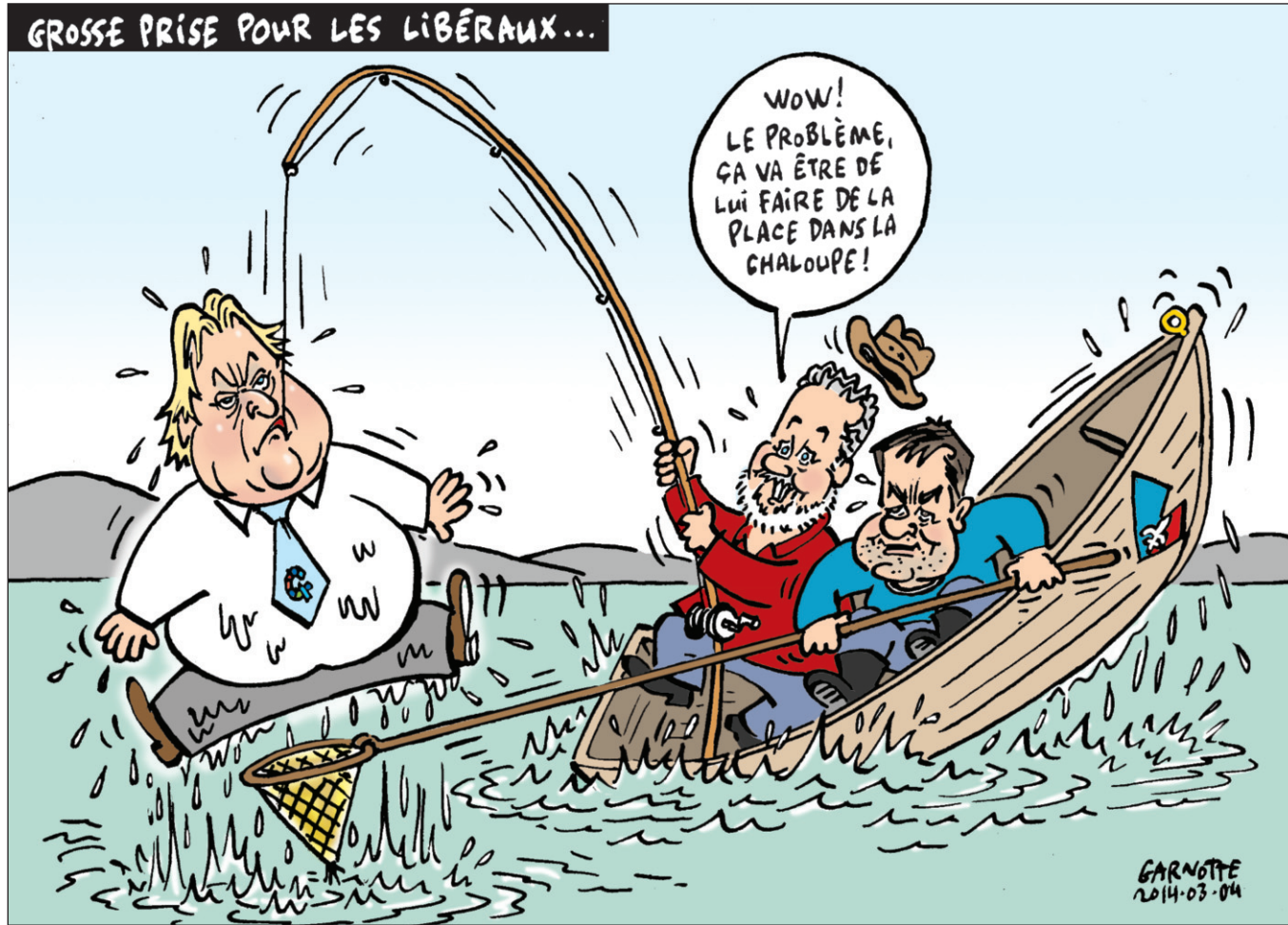
En Alberta, deux citoyens se battent depuis 11 ans pour que les lois de cette province soient publiées en français. Gilles Caron et Pierre Boutet, qui contestent des contraventions au Code de la route rédigées en anglais, viennent d'être déboutés en Cour d'appel sous prétexte qu'aucun document constitutionnel ne garantit un tel droit. Au-delà des droits, le bon sens ne devrait-il pas prévaloir? Au-delà des préjugés envers le français, ne serait-il pas justice qu'existe un parallélisme minimal entre les droits de la minorité anglophone du Québec et ceux de la minorité francophone hors Québec?

Reconnaître les droits de cette minorité n'est pas la fin de la route. Même s'il gagnait sa cause en Cour suprême, le duo Caron-Boutet pourrait se retrouver devant une autre difficulté en raison de l'absence de juges bilingues dans sa province. Une situation qu'on retrouve dans plusieurs provinces, déplore le commissaire aux langues officielles du Canada, Graham Fraser, qui invite Ottawa à corriger la situation. Mais pour le gouvernement Harper, le bilinguisme des juges n'est pas un critère. Il l'a exclu pour les juges de la Cour suprême, en raison du bassin restreint de juges bilingues dans les cours inférieures. Justement, s'il en nommait suffisamment, il ferait d'une pierre deux coups. Il aurait des candidats bilingues pour la Cour suprême et rendrait la justice en français accessible partout au Canada.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENVY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

Parlons-en!

Lettre à la ministre fédérale des Langues officielles, M^{me} Glover

Chaque jour, depuis que vous avez été nommée ministre des Langues officielles, j'écoute les travaux de la Chambre des communes. Depuis cinquante jours de séance, j'espère, en vain, vous entendre promouvoir, protéger et défendre nos langues, nos communautés et nos droits linguistiques. Je m'explique mal votre silence au Parlement alors que les enjeux liés à la langue sont nombreux et que vous devriez être la première à donner une voix aux Canadiens que vous êtes censée représenter. Où étiez-vous lorsque la Chambre débattait de la parité linguistique à la Cour suprême du Canada? J'ai aussi du mal à comprendre pourquoi vous laissez votre secrétaire parlementaire diriger le Comité des langues officielles de la Chambre, alors qu'il étouffe toute question importante qui mérite une attention expresse de nos élus, comme s'il était honteux d'aider ceux qui ont besoin d'être aidés. Pour faire avancer les questions linguistiques, il faut en parler. Alors, parlons-en.

Chantal Carey
Ottawa, le 2 mars 2014

Une histoire orientée? Oui.

Après Jocelyn Létourneau, voici Marc-André Ethier (Le Devoir, le 27 février) qui fait une démonstration qui tombe à plat.

En tant qu'historien amateur (trente ans président d'une société d'histoire locale) et citoyen engagé, je suis surpris que des historiens professionnels ne comprennent pas encore: que les jeunes du primaire et du secondaire n'ont pas envie

de jouer à l'historien professionnel en recourant à tout l'appareil savant et en s'astreignant aux démarches critiques visant à prouver la moindre affirmation; que ces jeunes veulent d'abord et avant tout se faire expliquer pourquoi, comme Québécois francophones, ils sont encore bafoués dans «leur» pays (obligation de parler anglais pour la moindre jobine... profusion d'enseignes en d'autres langues que la sienne, etc.); que les jeunes veulent se faire conter une belle histoire qui va bâtir leur identité, qui va leur expliquer que leur pays et leur nation n'ont pas été construits par des ignares et des incompetents... mais par des gens extraordinaires dont on peut et on doit être fiers.

Où l'histoire, au primaire et au secondaire, n'est pas une science, mais un récit fondateur de l'identité nationale. C'est le rôle naturel qu'elle joue chez tous les peuples normaux: la tortue chez les Amérindiens, la Bible chez les juifs, etc.

Où, elle doit être orientée vers la fierté de ce que l'on est. Au cégep et à l'université, ce sera le temps d'étaler les côtés négatifs de notre histoire. Soit dit en passant, nous en avons très peu si nous nous comparons aux grandes puissances impérialistes...

Bravo aux efforts qui sont faits par les ministres Malavoy et Duchesne pour redonner à l'histoire son rôle auprès des jeunes!

Onil Perrier
Saint-Denis-sur-Richelieu
Le 28 février 2014

Le « psychodrame » du référendum

Depuis le premier référendum tenu par le gouvernement de René Lévesque le 20 mai

1980, à chaque élection provinciale au Québec, l'idée de tenir un autre référendum provoque un «psychodrame politique».

Comme l'écrit M. Michel David, les campagnes électorales sont un match entre le référendum et «les vrais problèmes», terme éculé, selon moi, dont la définition varie d'un parti politique à l'autre, d'un groupe à l'autre, d'une personne à l'autre, comme si l'étendue des pouvoirs appartenant à l'Assemblée nationale représentant les citoyens, au gouvernement et aux juges du Québec n'était pas un vrai problème ayant une incidence concrète et réelle sur les citoyens.

Pour clarifier les choses, pour simplifier la question et pour la paix et le bien-être des citoyens, ne conviendrait-il pas de modifier la méthode pour que citoyens québécois déterminent s'ils veulent ou pas que le Québec soit un pays indépendant?

Cette modification consisterait d'abord en la tenue d'élections décisionnelles quant à la question de l'indépendance du Québec, celle-ci étant décidée par un vote majoritaire (50 +1%) des électeurs québécois pour des candidats favorables à l'indépendance, peu importe de quel parti, et par la suite par un vote majoritaire (50 +1%) des députés à l'Assemblée nationale. Il s'agirait d'une double majorité, celle des citoyens et celle de leurs députés.

Je me permets de signaler que tenir une élection sur l'indépendance ne consiste pas à diviser les Québécois. Ils le sont déjà sur cette question. En démocratie, c'est la normale des choses que de gérer démocratiquement les divergences d'opinions et d'intérêts.

Jean-Pierre Roy
Le 2 mars 2014

LIBRE OPINION

« Rambo » et la classe ouvrière

DENIS CHRISTIAN MORIN
Lavaltrie

En ce début de nouveau millénaire, parler de la condition ouvrière, comme l'a fait Bernard Gauthier dit «Rambo» lors de son témoignage à la commission Charbonneau, est apparu, par l'évidence même de la réalité qu'il a décrite, à la fois fort déstabilisant pour la petite élite intellectuelle qui fait les beaux jours de la foire médiatique actuelle et joyeusement roboratif pour la masse laborieuse qui ne l'attendait plus guère de ses propres représentants décaqués.

Il y a longtemps que les travailleurs sont politiquement orphelins. Déjà que la droite et toute sa valetaille habituelle ne souffrent plus d'aucun complexe pour la ramener et dire son fait à la classe ouvrière, entre autres, qu'elle aurait tout simplement dépassé les bornes tant elle vivrait au-dessus de ses moyens, s'il faut en plus que la gauche ait honte d'être seulement même acquinée avec cette classe sociale où, dit-on, tous les pires préjugés circulent librement, il n'était pas de trop qu'un représentant syndical aux allures de mastoc, mais qui se révéla, dans ce schibboleth, doué, adroit, éveillé, vienne remettre les pendules à l'heure.

On l'accuse d'intimidation. La belle affaire! Et l'ancien chef de la CSN, ce vieux défrôqué de Gérard Larose, invoquant les mânes de son soi-disant mentor Michel Chartrand, qui vient, là, à grand renfort de prosopopées, prêter à celui-ci des jugements à l'emporte-pièce sur les moyens parfois musclés qu'aurait pris «Rambo» pour se rendre incontournable, alors qu'il aurait dû faire, selon notre cocardier pléni-potentielle, son *mea-culpa* public quant à son non-respect de la merveilleuse et notoire prohibé du monde syndical telle qu'elle est pratiquée de façon exemplaire, comme tout le monde le sait, par cette excentrique syndicale catholique, des propos sentencieux que Chartrand n'aurait probablement jamais tenus à l'encontre de ce syndicaliste qui est tout sauf un sybarite comme il y en a tant aujourd'hui dans ce milieu.

Bernard Gauthier n'a rien du voyou, du truand ou du scélérat, il a peut-être une tête de gibier de potence, mais l'intimidation dont il s'avoua lui-même coupable reposait moins sur une cause noble que digne, moins auguste que généreuse, moins distinguée que respectable, en l'occurrence faire travailler son monde.

Évidemment, le discours dominant, celui qu'on entend, qu'on voit, qu'on lit, ne trouve

jamais le moyen d'utiliser le moindre terme mélioratif pour désigner la classe ouvrière, quand celle-ci, sous tous les supports médiatiques possibles, n'est pas tout bonnement en train de mourir, de disparaître, de rejoindre les poubelles de l'histoire.

Les angoisses existentielles des bien-pensants de notre landerneau national, à la vue de ce «Rambo» de la Côte-Nord, spécimen vivant d'un monde supposé englouti, ont dû être incontrôlables ou les rendre extrêmement nerveux, tant on a pu sentir et voir, de la part d'un nombre incalculable de travailleurs de tous les horizons, une sympathie naturelle, une fraternité instinctive envers un homme de cette trempe, syndicaliste comme il ne s'en fait plus; la peur chevillée au corps de nos petits-bourgeois à certainement dû raviver comme jamais dans leur esprit craintif et timoré le souvenir du temps jadis où les travailleurs revendiquaient et se mobilisaient pour défendre leurs droits et leurs intérêts, et où eux, dans le confort de leur salon, leur sofa, bien entendu, toujours placé dans le sens de l'histoire, comme l'a déjà dit Camus à propos de Sartre, pontifiaient sur le sort du capitalisme n'en finissant plus de se putréfier et eux de prendre du galon dans la hiérarchie sociale.

IDÉES

L'inspecteur général dans les écuries d'Augias ? Une perspective historique.

HAROLD BÉRUBÉ

Professeur au Département d'histoire
de l'Université de SherbrookeExtrait d'une communication présentée le vendredi
28 février dans le cadre d'une journée de réflexion
organisée par le CRIEM de l'Université McGill.

Lest difficile de ne pas saluer la nomination de Denis Gallant au poste d'inspecteur général de la Ville de Montréal. Certes, l'incertitude persiste en ce qui a trait à l'étendue exacte de ses pouvoirs et de son indépendance, mais il n'y a pas de doute sur le fait que sa présence contribuera à l'assainissement des mœurs à l'hôtel de ville. Cela dit, l'histoire de la corruption et de la collusion à Montréal invite à la prudence pour ce qui est des attentes à entretenir quant à la tâche qui attend l'inspecteur : cent ans avant la nomination de M^e Gallant, une première croisade réformatrice se terminait sur un échec avec l'élection de Médéric Martin à la mairie. C'est un échec qui est riche d'enseignements pour ce qui est de la nature du problème auquel est confrontée Montréal et des solutions à envisager pour le régler.

Un survol de l'histoire de Montréal depuis un siècle donnera l'impression que la ville a quelque chose comme un «*penchant pour la corruption*», pour citer le maire de Westmount, Peter Trent (*Le Devoir*, 12 novembre 2012). Rappelons néanmoins qu'au début du XX^e siècle, en terme de taille, Montréal est la seule ville de sa catégorie au pays et, encore aujourd'hui, au Québec. Si on se rapporte à une tout autre échelle géographique, on constatera que la métropole est confrontée à des problématiques similaires à celles de ses consœurs du continent.

À partir de la fin du XIX^e siècle, dans la majorité des grandes villes d'Amérique du Nord, des acteurs provenant en majorité du monde des affaires se rassemblent sous la bannière réformatrice pour lutter contre différents maux urbains : la pauvreté, les logements insalubres, le jeu, l'alcool, la prostitution. Ces mouvements ciblent également les gouvernements municipaux qu'ils décrivent, généralement non sans raison, comme archaïques et corrompus. Confrontés aux transformations rapides et radicales que connaissent les principales cités du continent sous l'influence de l'industrialisation et de l'urbanisation, les élus municipaux sont effectivement dépassés et le patronage est souvent utilisé à grande échelle par des politiciens populistes pour embrigader un électoral qui s'est grandement élargi. En plus de mener devant les tribunaux certains de ces politiciens véreux, les réformistes mettent en avant différentes réformes des structures politiques municipales qui permettront, du moins en théorie, de purifier les mœurs politiques municipales. Élimination du découpage par circonscription de la carte électorale, renforcement de l'exé-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

À la lumière de ce siècle d'histoire, il ne s'agit pas de dire que la nomination de l'inspecteur général Denis Gallant est vaine. Soyons plutôt conscients qu'elle devra s'accompagner d'un effort à long terme.

tif, gouvernement par commission, nomination d'un directeur général : différentes formules sont mises à l'essai avec des résultats qui varient beaucoup d'une ville à l'autre.

Réformistes montréalais

À Montréal, cette mouvance réformatrice fait son apparition dès 1886. Composée majoritairement d'anglophones, le mouvement vise d'abord le maire Raymond Préfontaine, qu'on accuse de dépenser des sommes faramineuses dans l'est de la ville, francophone, à des fins électorales. Préfontaine, il faut le souligner, a fait ses classes comme maire de la banlieue d'Hochelega, qui est annexée à Montréal en 1883 et, d'une certaine façon, ce sont les pratiques politiques de certaines banlieues de l'époque que Préfontaine importe à l'hôtel de ville de Montréal. En quelques mots, il s'agit de politiques ambitieuses et coûteuses de développement qui favorisent à la fois son électoral et les promoteurs fonciers, mais qui entraînent également un endettement considérable. Ce

sont d'ailleurs des pratiques très répandues dans le monde municipal, mais alors qu'elles sont assez faciles à dissimuler dans des centres de plus petite taille, elles deviennent beaucoup plus visibles dans une ville de la taille et du budget de Montréal.

À Montréal, cette mouvance réformatrice fait son apparition dès 1886

Réorganisé à la fin du XIX^e siècle par Herbert B. Ames, le mouvement réformatrice prend de l'ampleur, parvient à attirer un certain nombre de francophones et à prendre plus de poids au conseil municipal. Son candidat à la mairie, James John Edmund Guerin, prend le pouvoir en 1910, dans le sillage de la première grande enquête sur la corruption municipale à Montréal, menée par le juge Lawrence John Cannon. Après quatre années, le bilan de ce premier gouvernement réformatrice est pour le moins mitigé. Le Bureau des commissaires qu'il crée pour isoler l'exécutif de l'administratif croule sous le poids de ses responsabilités étendues et le favoritisme renaît rapidement dans les rangs mêmes des réformistes, mais

cette fois-ci au profit de l'ouest de l'île, donc de leur électoral. L'opposition, menée par le populiste Médéric Martin, fait campagne avec succès en dépeignant le mouvement réformatrice comme une conspiration anglo-saxonne au service de l'ouest de la ville et les chasse du pouvoir en 1914.

L'administration de Martin ne brillera pas par sa grande probité et, dans les décennies qui suivent, élus municipaux, intellectuels, journalistes et citoyens de différents horizons s'attaqueront à leur tour à la problématique de la collusion et de la corruption dans le monde municipal. À la lumière de ce siècle d'histoire, survolé trop rapidement ici, l'idée n'est certainement pas de dire que la nomination de l'inspecteur général est vaine. Soyons plutôt conscients qu'elle devra s'accompagner d'un effort à long terme d'assainissement de la culture politique à l'hôtel de ville qui repose tout autant sur le comportement, au quotidien, des élus municipaux et des fonctionnaires, que sur la nécessaire contribution des citoyens, des médias et du gouvernement provincial à cet effort.

Au-delà des Indiens à plumes, le nouvel imaginaire autochtone

JOËLLE PAPIILLON

L'imaginaire occidental qui persiste à se représenter des Indiens à plumes empêche de percevoir les façons d'être autochtones propres à notre époque. [...] Les cultures autochtones n'ont pourtant jamais été statiques; elles se sont développées selon une dynamique adaptative qui a su absorber les innovations propres à chaque époque. Dans *Red on Red*, le chercheur creak Craig Womack s'attaque à l'idée tenace selon laquelle, avant l'arrivée des Européens en Amérique, les diverses nations amérindiennes vivaient dans un continuum spatio-temporel où elles n'étaient pas exposées au changement et aux différences culturelles. [...]

Dans *The Inconvenient Indian*, Thomas King dénonce à son tour la fascination morbide des Euro-Américains pour l'Indien traditionnel dont le modèle ultime demeure l'Indien d'avant le XIX^e siècle, soit l'Indien mort. [...] Selon ce paradigme, toute manifestation autochtone contemporaine relèverait d'une chute, d'un métissage culturel conçu comme un appauvrissement d'une identité préétablie. Les

cultures autochtones se trouvent alors placées dans un cul-de-sac : si elles sont contemporaines, elles sont inauthentiques et leurs propositions ne semblent pas valables; si elles sont traditionnelles, elles sont authentiques, mais leurs propositions se voient tout de même invalidées parce qu'elles sont jugées inadéquates à l'époque actuelle. Afin de sortir de cette impasse, King rejette la notion d'authenticité en contexte autochtone, et insiste sur l'équilibre possible entre tradition et modernité. [...]

Des auteurs autochtones se sont illustrés dans tous les genres, du roman jeunesse au roman érotique, en passant par le roman historique, les récits intimes, la poésie, le théâtre et l'essai. Il est notable que, dans beaucoup de ces œuvres, le récit et l'acte de raconter soient tenus en la plus haute estime; l'importance des histoires est sans cesse soulignée, celles-ci paraissant même essentielles à la compréhension du monde — à commencer par les récits de création, qui ont pour fonction d'instruire non seulement sur les choses passées, mais également sur les questions actuelles et les rapports qui unissent toujours l'individu à la

DES IDÉES EN REVUES

Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'une revue afin qu'ils présentent leur perspective sur un sujet qui les préoccupe ou dont ils traitent dans les pages d'un des derniers numéros de leur publication. Cette semaine, un extrait du dernier numéro (décembre 2013) de la revue scientifique *Temps zéro* (tempszero.contemporain.info/document1065), qui se consacre à l'étude des écritures contemporaines.



communauté et au cosmos. Il est frappant que les essais d'Eden Robinson et de Thomas King, par exemple, adoptent une stratégie semblable pour illustrer des idées à l'aide

Parce que les histoires sont dynamiques, elles peuvent adopter des sens différents à différentes époques

d'un récit. Dans *The Sasquatch at Home*, Robinson cherche à expliquer le nusa — la façon traditionnelle utilisée par les Haislas pour enseigner aux enfants comment se comporter; elle dit n'avoir compris le concept du nusa qu'une fois

adulte lors d'un voyage à Graceland avec sa mère, une grande admiratrice d'Elvis Presley. La jeune femme prend l'audioguide que le musée a mis à sa disposition, mais sa mère n'enfile pas les écouteurs. La narratrice se rend compte que l'expérience de sa mère dans le musée est entièrement différente de la sienne: la mère se promène dans la maison d'Elvis en touchant les murs, émue, et raconte à sa fille des anecdotes sur le chanteur américain. Robinson conclut: «*Dans chaque histoire, il y avait tout ce qu'elle aime et ce qui est important pour elle, ce dont elle voulait que je*

me souviennne et que je garde avec moi. Voilà le nusa.» Pour expliquer le nusa, Robinson inclut d'abord une anecdote autobiographique qui vient illustrer concrètement la notion; celle-ci cesse d'être abstraite en étant reliée à l'expérience. [...]

Thomas King procède de façon semblable dans *The Truth About Stories*, en utilisant des histoires pour illustrer son propos sans pour autant annoncer ce qui est démontré avant la conclusion du chapitre. [...] Le postulat de King est que les histoires sont porteuses d'un savoir et d'une vérité, dont la personne qui reçoit l'histoire devient responsable. Le rôle du destinataire dans la transmission des histoires — et donc du savoir autochtone — est mis en évidence dans la clôture de chacun des chapitres qui reprend une même formule insistant sur le don de l'histoire. [...]

Parce que les histoires sont dynamiques (on les raconte, on les reçoit, on les échange), elles peuvent adopter des sens différents à différentes époques et être reconvoquées à des fins qui n'étaient pas envisageables au départ. Dans la collection de récits autochtones *Our Story: Aboriginal Voices on Canada's Past*, King

élit comme événement marquant de l'histoire canadienne l'internement des Japano-Canadiens durant la Seconde Guerre mondiale. Il raconte ce chapitre honteux de l'histoire nationale en utilisant un schéma narratif amérindien traditionnel — celui des histoires de Coyote — qu'il applique à un événement moderne qui ne touche pas directement les Amérindiens. Ici, le renouvellement d'une tradition permet le rapprochement de situations d'exploitation qui, à première vue, relevaient de processus historiques et sociopolitiques distincts. [...]

De même, plusieurs auteurs d'aujourd'hui — pensons à Naomi Fontaine, Joséphine Bacon ou Georges Sioui — revalorisent les traditions des Premières Nations voyant en elles une éthique sociale qui non seulement fait contraste avec les pratiques nord-américaines destructrices pour l'environnement et le tissu social, mais est aussi proposée comme un remède, voire comme un nouveau point de départ pour imaginer un vivre-ensemble.

Des commentaires ?
Des suggestions pour
Des Idées en revues ? Écrivez
à arobitaill@ledevoir.com

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); **information générale** : Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Karl Rettono-Parazzelli (reporters); **information politique** : Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondants parlementaires à Ottawa), Robert Dutrisac et Jessica Nadeau (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgaill-Côté (reporter); **information culturelle** : Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphane Ballargoon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Julie Carpentier (pupitre); **information économique** : Gérard Bérubé (chef de division), Marco Bélair-Cirino, François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Gérard Dallaire (pupitre); **information internationale** : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); **section art de vivre**: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folie-Boivin et Louis Gagné (pupitre); **équipe internet**: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappier, Benoît Munger et Philippe Papineau, (pupitre), Sophie Charrier et Geneviève Tremblay (assistants); **correction** : Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; **soutien à la rédaction**: Amélie Gaudreau (secrétaire); Florence Ferraris (commis); **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bhéer (Ottawa), Dave Noël (Québec); **PUBLICITÉ** Elyse Ben M'rad, Claire Breton (superviseuse), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, Catherine Pelletier et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais, (coordonnatrice), Elise Girard (secrétaire); **PRODUCTION** Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Caroline Guimond, Yannick Morin et Nathalie Zermatis. **INFORMATIQUE** Yanick Maréchal (administrateur web), Imane Bouhjar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique); **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRIVAGE** Geneviève O'Meara (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maximilien Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Danielle Cantara, Nathalie Filion, Marie-Luce Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez; **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjo-

ACTUALITÉS

UPAC

SUITE DE LA PAGE 1

lié à l'ex-premier ministre Jean Charest, se retrouve au cœur d'une enquête qui porte sur des allégations de complot, fraude, abus de confiance, corruption de fonctionnaire, fraude envers le gouvernement et contribution d'entrepreneurs à une caisse électorale.

Du PLQ à Schokbéton

En juillet dernier, les enquêteurs ont notamment trouvé aux bureaux du PLQ des courriels faisant état d'activités de financement fort payantes (jusqu'à 428000\$ à la fois) et de transactions en argent liquide aux bureaux de Schokbéton.

Une liste recense une vingtaine d'activités de financement qui auraient permis au PLQ d'accumuler un pactole de plus de 700615\$. Une de ces

activités aurait rapporté à elle seule 428000\$, une somme non comptabilisée dans les états financiers du PLQ. En effet, pour la période allant de 2004 à 2012, le parti n'a jamais déclaré au Directeur général des élections du Québec l'existence d'une quelconque activité aussi payante.

Galvanisés par cette première récolte fructueuse, les enquêteurs de l'UPAC ont réalisé de nouvelles perquisitions, l'autome dernier, dans plusieurs entreprises appartenant à Marc Bibeau et à sa famille. Ils ont notamment visité le centre commercial Beauverd, une propriété de Marc Bibeau à Saint-Eustache, où se trouvent des serveurs et des ordinateurs de Schokbéton. Ils ont aussi visité Saramac, une filiale de Schokbéton, la résidence de la sœur de Marc Bibeau (Suzanne), le siège social de Schokbéton et celui de Garnier construction.

Une partie de l'enquête porte sur un détournement allégué de dalles de béton, dans le cadre d'un contrat de 30,5 millions octroyé à Garnier

par l'Agence métropolitaine des transports, pour le train de l'est. Ces dalles, payées à même les fonds publics, auraient servi à construire une terrasse grande comme un terrain de tennis autour de la piscine de Suzanne Bibeau.

La partie la plus importante de l'enquête, sur laquelle bondiront les partis en campagne, porte sur le rôle occulte qu'aurait joué Marc Bibeau dans le financement illicite du PLQ et les stratagèmes de collusion.

Aucune accusation n'a été portée contre Marc Bibeau. Les informations utilisées par les policiers pour obtenir les mandats de perquisition ne constituent pas des preuves. Dans un communiqué publié lundi, M. Bibeau s'est défendu d'avoir commis des gestes illégaux. «*Mon engagement politique tout comme mon implication dans des œuvres caritatives ou philanthropiques se sont toujours faits selon les règles*», a-t-il déclaré.

Le Devoir

FIORI

SUITE DE LA PAGE 1

mardi 4 mars, jour du 62^e anniversaire de naissance du p'tit gars de la Petite-Italie. Faites le calcul, divisez 62 par 28 : grosso modo, la moitié de sa vie dans l'intervalle. Enfin ça sort après «*la torture du compte-gouttes*» (dixit Fiori, rapport aux chansons lancées en amont dans une campagne de mise en marché un peu tuante) : oui, ça sort toutes configurations allées, CD, téléchargement, vinyle double 180 grammes tout blanc.

«*J'étais assis à ta place et je le voyais de dos*», me dit Fiori. «*J'ai passé l'été à voir Marc de dos en train de pifonner*». Et l'un et l'autre à refaire des pistes, refaire des pistes. «*Le monde est virtuel, je pense qu'elle a 90 pistes*», précise Marc. *Le monde est virtuel* démarre l'album à grand strumming de 12-cordes acoustique, comme si Fiori voulait signifier : c'est moi. Le couplet cause Facebook, Twitter («*ça c'est moi en 2014*», dit Fiori), et puis c'est comme si on plongeait dans *Si on avait besoin d'une cinquième saison*, la voix monte en falsetto, la mélodie attendrit : «*Tout seul, tout le monde est tout seul...*» C'est voulu, ça? «*Y a rien d'intentionnel*», tranche Fiori. «*Ça s'est passé exactement comme quand j'étais ti-cul, et que je composais* Un musicien parmi tant d'autres à 17 ans.»

«*C'est juste arrivé. Le canal s'est rouvert, un matin. J'avais pris de la Benadryl pour les allergies et ça m'a donné un buzz*.» Fiori s'esclaffe, trop conscient de la connotation hippie. «*Ça a libéré quelque chose, je me suis mis à penser vraiment fort à mon père, j'ai pris ma guitare et j'ai fait*

«*Moi, c'est simple, c'était pareil dans le temps d'Harmonium : j'improvise*»

Laisse-moi partir, d'un trait...» Peut-être la chanson-clé de l'album, avec *Seule*, qui parle de sa mère, perdue dans sa bulle d'Alzheimer («*J'aimerais tellement ça pouvoir t'offrir/Le film au ralenti de ta vie*»). «*Y a la moitié de l'album qui est féminin, la moitié qui est masculin, c'est vraiment eux autres qui ont rouvert le canal pour que je puisse leur parler. Moi, j'étais pas supposé faire de tounes. Fait que j'ai continué à prendre du Benadryl, et j'ai fait une tounes par jour.*»

Sur le poste

Comme ça? «*Comme ça. C'était physique. Une fièvre, une chaleur. Je comprenais rien, mais je savais que j'étais dedans, sur le poste, comme je l'avais pas été depuis 28 ans. Connecté. Je sais que ça a l'air esotérique, mais c'est ça. Et après dix tounes, dix jours, c'est retombé ben raide, même avec le Benadryl. Pus rien. Pus rien depuis ce temps-là. Et j'ai ben l'impression qu'y a sorti ce qu'y avait à sortir. Y en aura pas d'autres.*» Pérusse sourit tendrement : lui espère qu'à continuer de collaborer, peut-être en réalisant des albums pour d'autres...

J'avoue ma difficulté à comprendre, comme tout le monde. Et le *craftsmanship*, là-dedans? Il a fallu les mener à terme, ces chansons! Les bâtir, trouver le pont, la résolution : et l'artisan là-dedans? Fiori : «*Moi, c'est simple, c'était pareil dans le temps d'Harmonium : j'improvise. Je peux pas écrire un texte ou une musique avant. Les deux sortent en même temps. C'est comme pour Virtuel, je grattais les accords et j'attendais, j'attendais, c'est comme entrer en hypnose [il rit, encore un mot chargé], ça fini par sortir tout seul.*»

Il chantonne les premiers mots. Frisson de fan d'Harmonium : Fiori qui chantonne dans ma face, ça joue au Ker-Plunk! dans ma tête. «*Je prends rien en note. Je fais le premier couplet, je vais me prendre un café. Si je reviens et que tout est encore là, on est correct. Je prends un risque, mais bon, j'ai pas d'autre façon. Quand j'ai essayé de construire des tounes, pendant toutes ces années — j'ai voulu en faire, des albums! — c'était tellement, tellement mauvais!*»

Canal ouvert, ça sortait zéro censure : «*Je me suis jamais demandé si j'allais sonner Harmonium ou pas, même si je sentais ben que par bouts, ça s'en allait* Cinquième saison, surtout dans les alentours de Depuis l'autome...» Pérusse : «*Et comme c'était là, à une couple d'endroits, on s'est permis des clin d'œil.*» Eh! Après tout, c'est la part d'Harmonium en Fiori. Impossible d'entendre autrement les harmoniques de guitare dans *Le chat de goùtière*. Fiori est content que ça s'entende : «*Trrrring! Trrrring! Trrrring! J'étais en mi mineur, j'attendais le moment... J'en avais besoin!*» Pérusse : «*Moi, je capotais. J'étais en culottes courtes dans la cour d'école. Fallait que j'accepte ça : être fan et collaborateur en même temps.*» Fiori : «*Je voulais aller partout sauf là dans les arrangements, mais la rencontre avec Marc m'a permis de m'accepter. Il a commencé à me faire triper sur moi. Moi qui écoute jamais mes vieux albums! Ça m'a libéré. Au moins le temps de faire le disque.*» Je brandis le vinyle, petite euphorie en studio. Fiori s'écrie : «*On l'a fait, et il est là! J'en reviens pas!*» Il n'est pas le seul.

Le Devoir

SERGE FIORI

Serge Fiori
GSI Musique

D Écoutez • Une chanson du nouvel album de Serge Fiori sur LeDevoir.com

BARRETTE

SUITE DE LA PAGE 1

à la tête du réseau de la santé, ce serait une catastrophe.»

«*Je suis prêt à tout pour servir le Québec*», a répliqué Gaétan Barrette lors de la conférence de presse officialisant sa candidature dans La Pinière — où il pourrait bien affronter la députée sortante et désormais «libérale indépendante», Fatima Houda-Pepin.

Le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) a expliqué qu'il replongeait en politique parce que «*ça ne fonctionne pas dans le système de santé* [...] *Je n'ai jamais vu autant de coupes que depuis septembre 2012*» et l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, a-t-il dit.

L'appel de Philippe Couillard est ainsi arrivé «*dans des circonstances particulières où les choses se détériorent à la vitesse grand V au Québec*».

Pourtant, il y a trois mois encore, Gaétan Barrette avait indiqué à François Legault qu'il ne serait pas candidat aux prochaines élections. Non seulement il a changé d'idée sur cette question, mais il a aussi choisi de le faire pour rejoindre une équipe qu'il n'a cessé de taxer d'incompétence depuis des années. Nouveau départ, nouvelles couleurs.

Qu'est-ce qui l'a convaincu? La question lui a été posée sous toutes les formes lundi. M. Barrette a expliqué avoir été séduit par l'idée de former la «*meilleure équipe en santé*» aux côtés de Philippe Couillard et d'Yves Bolduc, l'ex-ministre de la Santé avec qui le président de la

FMSQ a eu d'innombrables prises de bec au fil des ans. Le D^r Barrette a aussi fait part de son inquiétude de voir poindre un troisième référendum. Il a toutefois refusé d'indiquer en quoi le programme de la CAQ ne lui convenait plus.

En guerre

Les relations entre Gaétan Barrette et le gouvernement Charest n'ont jamais été faciles depuis qu'il a été nommé président de la FMSQ, en décembre 2006 (il a démissionné de son poste lundi). Il avait d'ailleurs pris les rênes de la FMSQ en plein bras de fer avec Québec et le ministre Couillard.

«*J'ai eu beaucoup de conversations avec lui dans les derniers mois, et tout ce qu'il me disait sur Philippe Couillard en privé... J'ai hâte de voir comment il va concilier ça*», s'est étonné François Legault en entrevue au 98,5 FM.

Mais c'est surtout avec Yves Bolduc que Gaétan Barrette s'est querellé. En 2012, Yves Bolduc a qualifié M. Barrette de «*radical*». L'année d'avant, il le décrivait comme «*quelqu'un qui va mettre la hache dans le réseau de la santé* [s'il était nommé ministre]».

Gaétan Barrette n'était pas plus tendre à son égard. Il avait menacé de poursuivre M. Bolduc quand celui-ci a allégué que des chirurgiens poussaient leurs patients vers le privé parce que c'était plus payant. En 2012, alors qu'on lui demandait s'il trouvait M. Bolduc «*incompétent*», il avait répondu qu'il avait «*des difficultés oratoires*». «*Yves Bolduc ne fait pas la job au Québec*», disait-il aussi au *Devoir* en décembre 2011.

Lundi, M. Bolduc était présent aux

côtés de son chef et de la recrue libérale. «*Vous savez, les relations que Gaétan et moi avons eues dans le passé, tout est oublié*, a-t-il dit, laconique. *Bienvenue au PLQ, Gaétan, on est très contents*», a soutenu l'ancien ministre, avant de faire une accolade rapide à son nouveau collègue. Philippe Couillard n'a pas voulu préciser qui des deux serait son ministre de la Santé dans un éventuel gouvernement libéral.

Gaétan Barrette a de son côté fait valoir le fait que chacun jouait son rôle public à l'époque où il envoyait des flèches aux libéraux, mais que les relations étaient meilleures en coulisses. Il s'est dit «*triste*» que son changement d'allégeance puisse être perçu avec cynisme. «*Ne me dites pas que c'est cynique de tenter de servir les Québécois au mieux possible*», a-t-il plaidé.

Françoise David étonnée

La coporte-parole de Québec solidaire, Françoise David, s'est montrée étonnée de voir Philippe Couillard ouvrir la porte du PLQ à «*un candidat de droite*» (M. Barrette), à peine quelques heures après avoir accueilli dans ses rangs «*une sociale-démocrate*» (Hélène David). «*Les voies de Philippe Couillard sont vraiment impénétrables*», a lancé la députée de Gouin.

Des militants libéraux de La Pinière se sont aussi montrés surpris de voir arriver M. Barrette. «*Depuis le temps qu'il déverse son fiel sur nous, je n'ai pas particulièrement envie de travailler pour lui*», dit un militant libéral qui a demandé l'anonymat. Selon nos sources, les bénévoles locaux seraient hésitants à donner un coup de main pour la campagne d'un

CRIMÉE

SUITE DE LA PAGE 1

«*Les forces russes ont maintenant le contrôle opérationnel de toute la péninsule criméenne*», estimait pour sa part un responsable américain parlant sous le couvert de l'anonymat.

Le président américain, Barack Obama, a annoncé que son gouvernement examinerait «*un ensemble de mesures économiques et diplomatiques qui isoleront la Russie*». «*Elles auront un impact négatif sur l'économie [de la Russie] et son statut à travers le monde*», a-t-il ajouté.

Plus tôt dans la journée, le département d'État avait évoqué des actions punitives contre des personnes morales ou physiques russes.

Barack Obama, qui parlait à la presse après une rencontre avec le premier ministre israélien à la Maison-Blanche, a jugé que les actions récentes de la Russie violaient à la fois «*la souveraineté ukrainienne*» et le «*droit international*». Vladimir Poutine, a-t-il ajouté, se situe «*du mauvais côté de l'histoire*».

Le secrétaire d'État, John Kerry, qui a multiplié les interventions sur les réseaux de télévision tout au long du week-end, est attendu à Kiev mardi, dans le cadre du véritable ballet diplomatique que la crise ukrainienne a lancé.

A Washington, plusieurs parlementaires ont pressé Barack Obama de hausser le ton à l'endroit de Moscou, certains souhaitant même que les États-Unis remettent à l'ordre du jour leurs projets de batteries antimissiles en Pologne et en République tchèque, abandonnés en 2009.

Washington s'apprête à offrir une aide financière non seulement à l'Ukraine, mais également à la Moldavie, qui subit des pressions de la part de Moscou pour se joindre à une association économique en concurrence avec l'Union européenne.

La crise en Ukraine représente pour Barack Obama le plus important défi qui lui ait été lancé en matière de politique étrangère depuis son accession à la Maison-Blanche. C'est toute la pensée stratégique de son gouvernement qui risque d'être remise en question puisque celle-ci prévoit un déplacement des ressources militaires de l'Europe occidentale vers l'Extrême-Orient.

Harper et le G8

Lundi lors d'un point de presse, le premier ministre Stephen Harper a menacé d'exclure la



FILIPPO MONTEFORTE AGENCE FRANCE-PRESSE

La silhouette d'un soldat se découpant sur le drapeau ukrainien dans une base de Sébastopol. Les bases de Crimée sont encore sous le contrôle de l'Ukraine, mais elles sont encerclées.

Russie du G8 si elle ne mettait pas fin immédiate à l'occupation de la Crimée.

Le Canada fait ainsi écho à une mise en garde lancée dimanche matin par le secrétaire d'État américain. Dimanche également, les pays du «*G7*» ont condamné à l'unisson la «*claire violation*» de la souveraineté de l'Ukraine par Moscou et annoncé qu'ils suspendaient leurs préparatifs en vue du sommet prévu à Sochi en juin.

Lundi, le Parlement canadien a voté à l'unanimité une motion condamnant l'intervention russe en Crimée. «*Nous avons également rappelé notre ambassadeur en Russie et annulé la représentation du gouvernement aux Jeux paralympiques*», a notamment ajouté M. Harper, qui a discuté lundi avec son homologue ukrainien, Arseni Iatseniouk, pour «*critiquer sévèrement*» l'intervention militaire russe en Crimée. En entrevue à la CBC, le ministre des Affaires étrangères, John Baird, a de son côté comparé l'intervention de la Russie en Crimée à l'invasion par Hitler des Sudètes, une partie de l'ancienne Tchécoslovaquie.

Le Conseil de sécurité de l'ONU a entamé lundi une nouvelle réunion consacrée à l'Ukraine, la troisième en quatre jours.

L'intervention russe en Crimée n'a pour objectif que de «*défendre nos compatriotes et nos citoyens*», a déclaré dans ce forum l'ambassadeur de Russie à l'ONU, Vitali Tchourkine, répétant la position de Moscou. Le diplomate a affirmé que le président ukrainien déchu, Viktor Ianoukovitch, a demandé au président Vladimir Poutine l'aide militaire de la Russie «*pour défendre la population ukrainienne [...] à la suite des événements survenus à Kiev*».

En Russie, le président de la Chambre basse, Sergueï Naryshkin, s'est dit d'avis qu'il ne sera pas nécessaire que son pays utilise la force militaire contre l'Ukraine, dans l'intention apparente de tempérer les craintes suscitées par le vote de la Chambre haute autorisant le recours à la force si nécessaire.

Avec l'Agence France-Presse
Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333

D Le Devoir sur ledevoir.com

Facebook et sur Twitter

La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390